



VILLE DE BOULOGNE~BILLANCOURT

RAPPORT SUR LE

COMPTE ADMINISTRATIF POUR L'EXERCICE 2018

(BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES)

Conseil municipal du 27 juin 2019

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Sommaire | 2 |
| Synthèse | 4 |
| I - le budget principal (présentation dgfip) | 11 |
| A- La section de fonctionnement | 13 |
| 1. Les recettes de fonctionnement par nature (mouvement réels) | 13 |
| A. Les impôts locaux | 14 |
| B. Les flux de recettes liés à la métropole du grand paris (mgs) | 16 |
| C. Les autres impôts et taxes | 16 |
| D. Dotations et participations | 18 |
| E. Les produits des services et de gestion courante | 22 |
| F. Études et travaux en régie | 23 |
| G. Autres | 24 |
| 2. Les dépenses de fonctionnement par nature (mouvement réels) | 24 |
| A. Les charges de personnel | 25 |
| B. Les charges courantes | 26 |
| C. Les subventions et contingents | 28 |
| D. Charges financières hors swaps | 31 |
| E. Subventions aux budgets annexes | 31 |
| F. Dépenses exceptionnelles | 31 |
| B- La section d'investissement | 32 |
| 1. Les recettes d'investissement (y compris les emprunts nouveaux) | 32 |
| A. Le fctva | 32 |
| B. Taxe locale d'équipement et taxe d'aménagement | 32 |
| C. Amendes de police | 32 |
| D. Subventions d'équipement | 33 |
| E. Les cessions | 33 |
| F. Autres recettes | 33 |
| G. Les emprunts nouveaux | 33 |
| 2. Les dépenses d'investissement (y compris le remboursement de dette) | 34 |
| A. Situation cumulée des ap et des cp en 2018 | 34 |
| A.1 les autorisations de programmes | 34 |
| A.2 les crédits de paiement | 35 |
| B. Résultats d'exécution de l'exercice 2018 | 35 |
| C. Les opérations d'ordre | 38 |
| C.1 nature des opérations | 38 |
| C.2 tableau récapitulatif des opérations d'ordre | 40 |
| D. Restes à réaliser | 41 |
| C- Résultat de l'exercice | 42 |
| D- La dette | 42 |
| A. Les charges financières | 43 |
| B. Les opérations en capital | 44 |
| C. L'encours de dette au 31 décembre 2018 | 45 |
| II - les budgets annexes | 46 |
| A- Piscine patinoire | 46 |
| B- Locations immobilières | 47 |
| C- Publications (m14, ht) | 48 |
| III - Les annexes | 49 |
| Annexe n°1- Les ap-cp consolidés en 2018 | 49 |
| Annexe n°2 - Etat des ap-cp | 50 |
| Annexe n°3 - Les écritures comptables croisées ville/gpso et mgs | 54 |
| Annexe n°4 - Capacité d'autofinancement consolidée (hors travaux en régie et cessions) | 55 |
| Annexe n°5 - Soldes intermédiaires de gestion du budget principal | 56 |

L'article L 2121-31 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « **le conseil municipal arrête le compte administratif qui lui est annuellement présenté par le Maire** ». Le compte administratif constitue le dernier acte du cycle budgétaire. Il doit être approuvé **avant le 30 juin de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte et transmis au représentant de l'État avant le 15 juillet**.

Le compte administratif 2018 fournit à l'assemblée délibérante des informations permettant :

- de renforcer le débat sur la gestion financière de la Ville, en présentant la structure du budget et l'évolution des grands équilibres financiers, avec des présentations brèves et synthétiques retraçant les informations financières essentielles ;
- de vérifier l'étendue des réalisations intervenues au cours de l'exercice ;
- d'expliquer les écarts de réalisation au regard du budget primitif voté le 22 mars 2018 et la décision modificative intervenue le 11 octobre 2018.

Le compte administratif 2018 respecte les principes de transparence, de régularité et de prudence :

- **Transparence** parce que les grands équilibres financiers de la commune sont présentés sur la période allant de 2008 à 2018. En outre, les différentes composantes des recettes et dépenses sont présentées avec une évolution sur une période de quatre ans, soit de 2015 à 2018. Les réalisations 2018 sont comparées au budget primitif, au budget global qui intègre les décisions modificatives, et au compte administratif 2017 ;
- **Régularité et prudence** parce que le compte administratif 2018 est élaboré en reprenant les mêmes méthodes et règles comptables que celles adoptées pour les exercices précédents. Ces règles concernent notamment, l'amortissement des biens acquis, des subventions d'équipement, la constatation selon le régime dit « budgétaire » de provisions pour créances douteuses et risques contentieux ; le rattachement des charges et des produits au-delà de 1 000 € l'unité. L'intégralité des opérations concernées est retracée dans le présent rapport.

Pour la troisième année consécutive, le comité de pilotage de la **Convention de Services Comptable et Financier** signée avec la Direction Générale des Finances Publiques pour la période 2015-2019 a observé avec satisfaction la progression du résultat de l'Indice de Qualité Comptable de la commune (**IQCL 2018 de 18,7 vs 18,2 en 2017**), qui est supérieur à la moyenne départementale (17,1). L'objectif de fiabilité comptable de cette convention recouvre à la fois le respect des principes de régularité, de sincérité et d'image fidèle.

D'un point de vue comptable, le compte administratif se structure en deux parties, une section de fonctionnement et une section d'investissement. Chacune de ces sections présente un résultat.

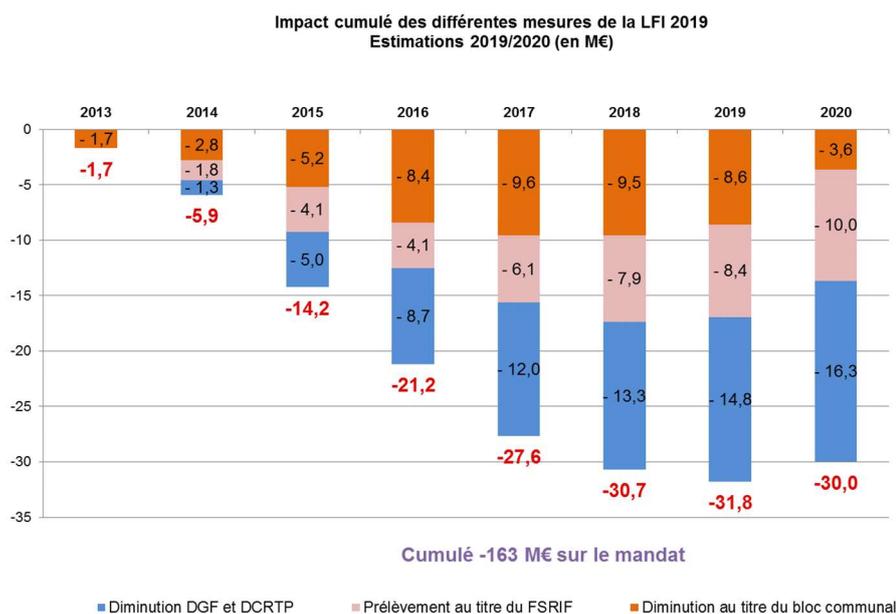
Les données comptables du rapport du compte administratif 2018 sont retraitées de manière à rendre celles-ci homogènes et comparables avec celles de la DGFIP.

La publicité du présent document sera conforme aux obligations du décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la **mise en ligne** par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières.

SYNTHÈSE

Le compte administratif 2018 confirme, année après année, l'excellente gestion financière de la Ville. Cette gestion rigoureuse et maîtrisée des finances locales a été **récompensée fin 2018 par la première place des villes de plus de 100 000 habitants les mieux gérées de France** dans le classement Odis - Société Générale du podium des municipalités.

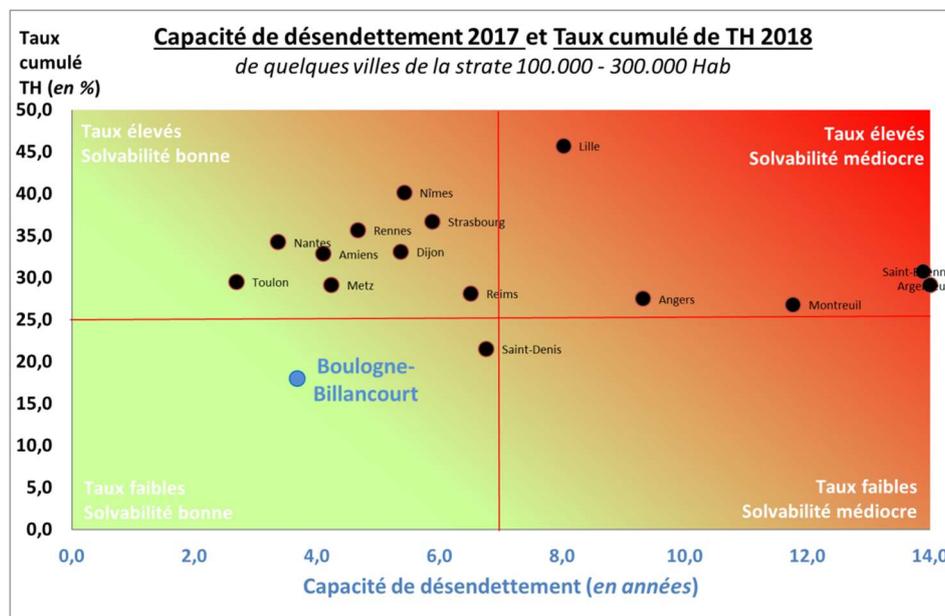
Comme les années précédentes, les prélèvements de l'État ont continué à progresser en 2018. Pour le seul exercice 2018, **la diminution des capacités financières de la Ville du fait de ces décisions est de 3,1 M€**, soit l'équivalent de 5,0% du produit des impôts ménages 2017 (taxe d'habitation et taxe foncière) qu'elle perçoit : hausse de la contribution au FSRIF de 1,8 M€ ; baisse de la DGF de 1,3 M€.



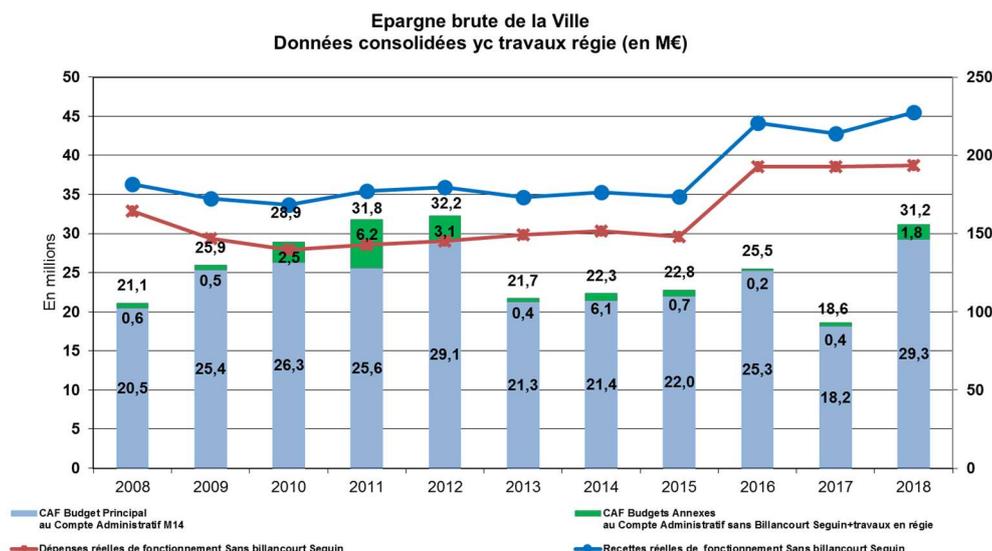
Malgré cette diminution importante des capacités financières (-30,7 M€ par rapport à la situation de 2013 toutes choses égales par ailleurs), la Ville est parvenue, grâce à une gestion rigoureuse, à maintenir un niveau d'épargne brute consolidée exceptionnel.

Plusieurs résultats financiers attestent de cette très excellente gestion pour l'exercice 2018 :

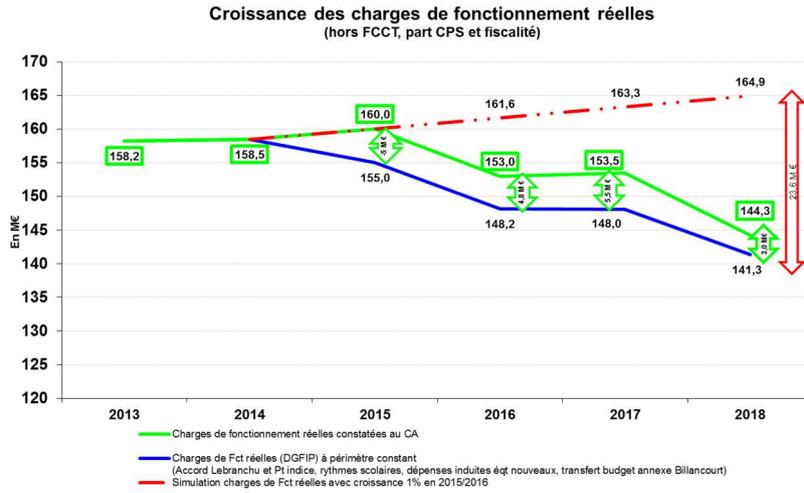
- **9^{ème} année consécutive de stabilité des taux de fiscalité et de maintien d'une solvabilité très forte** : la Ville peut se féliciter, en comparaison avec les villes de sa strate, d'avoir simultanément des taux de fiscalité très bas et une solvabilité très forte.



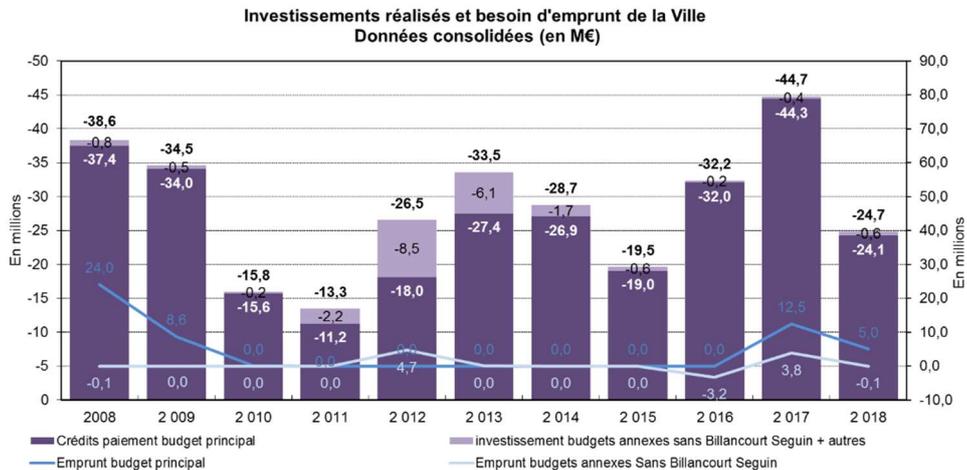
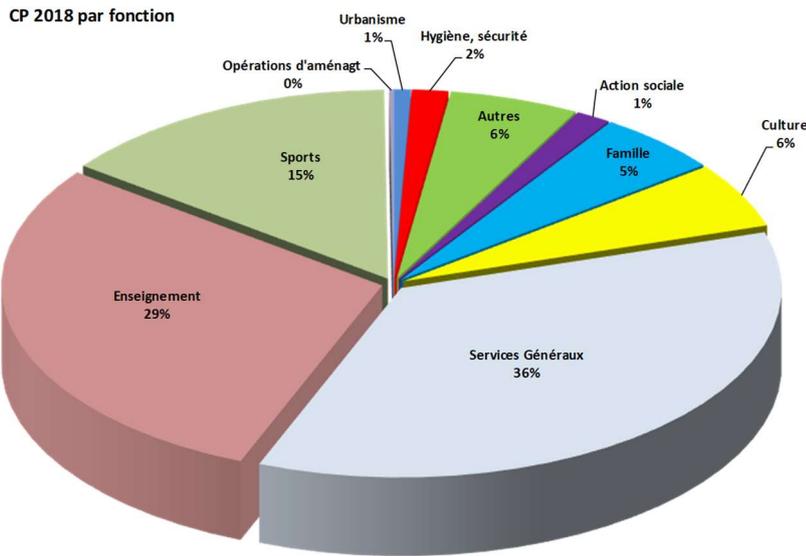
- **L'épargne brute consolidée (y compris les travaux en régie) se situe à un niveau exceptionnel malgré la baisse des capacités financières** : avec un taux d'épargne brute du budget principal de 13 % par rapport aux produits de fonctionnement, la Ville dégage un niveau d'épargne brute consolidée de 31,2 M€ permettant de faire face à son besoin de financement des équipements et au remboursement de sa dette. L'épargne brute consolidée prévue lors du vote du budget primitif 2018 était estimée à 17,9 M€. Elle s'améliore donc de 13,3 M€ au cours de l'exercice en raison d'une diminution des dépenses de fonctionnement au-delà de l'objectif fixé mais aussi grâce au dynamisme des droits de mutation et aux recettes de chantiers.



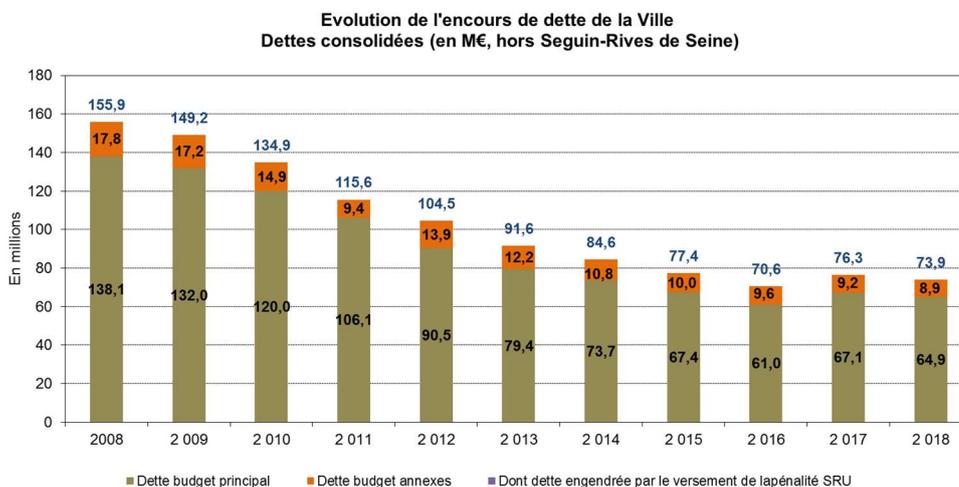
- Entre 2014 et 2018, les efforts de gestion réalisés ont généré 23,6 M€ d'économies (sur le tendanciel en base 2014 avec une inflation à 1% /an) à périmètre constant.



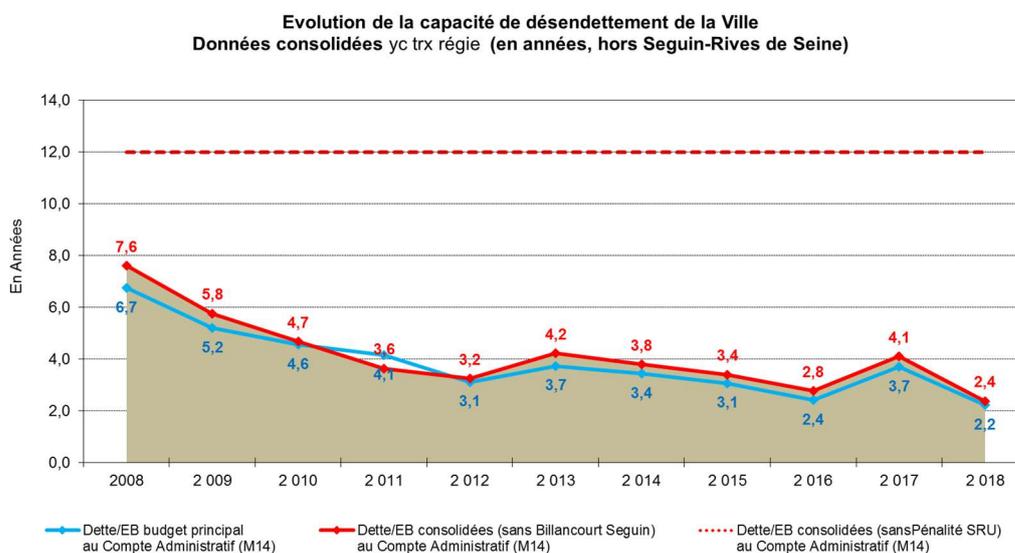
- En 2018, les dépenses d'équipement restent dans la moyenne des dépenses d'investissement des dix dernières années. Pour le budget principal les 24 132 K€ se répartissent comme suit :



- **Un encours de dette faible et en diminution depuis 10 ans** : La dette du budget principal et du budget annexe Piscine Patinoire a diminué de 82 M€, soit -53% sur la période 2008-2018 (de 155,9 M€ à 73,9 M€). La dette par habitant du budget principal est de 537 € contre 1 144 € pour la moyenne de la strate. Les frais financiers ont été divisés par deux entre 2008 et 2018, soit un gain de 4,9 M€ sur l'exécution 2018.



- **La capacité de désendettement consolidé est de 2,4 années pour rembourser l'intégralité du stock de dette (2,2 ans pour le budget principal)**. Ce niveau exceptionnel en 2018 est largement inférieur au seuil de 12 ans fixé par l'État.

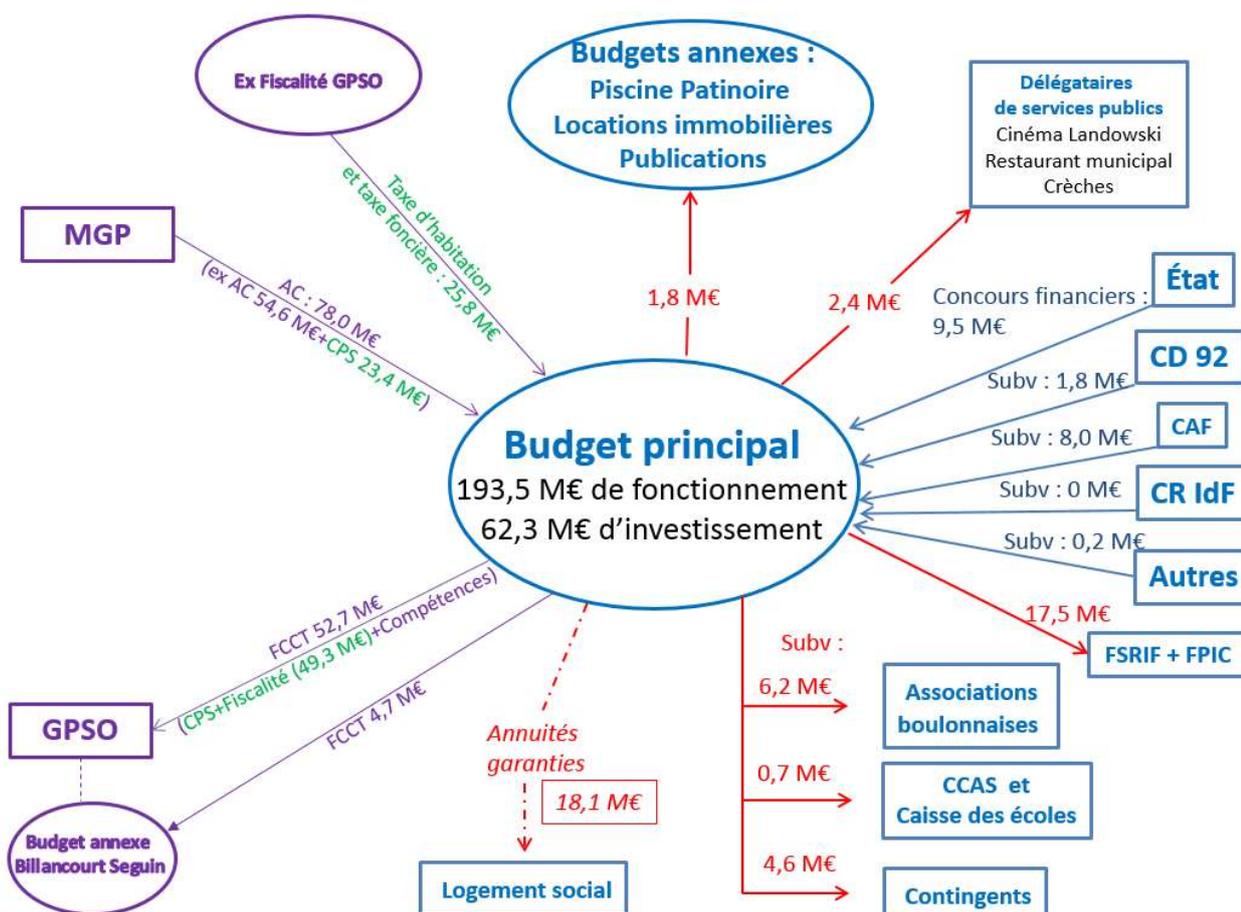


- **Un résultat net consolidé de l'exercice 2018 de 28,7 M€** : L'exécution du **budget principal** dégage un excédent brut global de **26,5 M€** (ou « fonds de roulement »). Les résultats des **budgets annexes** se portent à **2,3 M€**.

L'agrégation des résultats de l'ensemble des budgets de la Ville apparaît ainsi :

| RÉSULTATS CONSOLIDÉS AVEC BUDGETS ANNEXES | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
| Résultat net Budget Principal (1) | 11 140 | 10 581 | 7 345 | 26 451 |
| Budgets annexes : | | | | |
| Publications | 25 | 5 | 7 | 23 |
| Locations immobilières | 587 | 688 | 746 | 704 |
| Piscine Patinoire | 31 | 30 | 24 | 1 568 |
| Reprise des ex budgets annexes | 63 | 38 | 14 175 | 0 |
| Total Budgets annexes (2) | 706 | 762 | 14 952 | 2 294 |
| DISPONIBLE BUDGÉTAIRE TOTAL (1+2) | 11 846 | 11 343 | 22 296 | 28 745 |

Le périmètre d'intervention de la ville de Boulogne-Billancourt et les principaux flux financiers 2018 sont résumés dans le schéma ci-dessous.



Compte Administratif 2018 (Présentation M14)

| | DEPENSES (Réelles) | RECETTES (Réelles) | |
|--|--|--|---|
| F O N C T I O N N E M E N T | Charges de Personnel : 86,8 M€ | Impôts locaux : 92,3 M€ (Ville yc FNGIR + GPSO) | } |
| | 211,7 M€ | Droits de mutation : 17,3 M€ | |
| | Fonctionnement courant : 32,0 M€ | Dotations : 17,7 M€ | |
| | Subventions et participations : 15,2 M€ | Attribution de compensation : 78,0 M€ | |
| | Flux MGP : 52,7 M€ | Cessions : 6,2 M€ | |
| | Budgets annexes : 1,5 M€ | Produit des Services : 26,7 M€ | |
| | Frais financiers : 4,5 M€ | Autres : 6,0 M€ | |
| | Fonds solidarité IdF : 17,8 M€ | Travaux en régie : 3,0 M€ | |
| | Autres : 1,1 M€ | Provisions et reprise d'amortissement : 0,7 M€ | |
| | Amortissements : 16,3 M€ | Écritures d'ordre cessions : 1,0 M€ | |
| 26,4 M€ | Résultat reporté en fonctionnement = 14,9 M€ | 244,2 M€ | |
| | 238,0 | 263,8 | |
| I N V E S T I S S E M E N T | Travaux en régie : 3,0 M€ | Amortissements : 16,3 M€ | } |
| | 9,6 M€ | Écritures d'ordre équilibrées en invest : 4,9 M€ | |
| | Provisions et reprise d'amortissement : 0,7 M€ | Provisions et reprise d'amortissement : 2,9 M€ | |
| | Écritures d'ordre équilibrées en invest : 4,9 M€ | Écritures d'ordre cessions : 7,2 M€ | |
| | Écritures d'ordre cessions : 1,0 M€ | Recettes définitives : 28,9 M€ | |
| | Remboursement dette : 34,6 M€ | Emprunt 2016 = 5 M€ | |
| | Dépenses d'équipement : 24,1 M€ (avec les restes à réaliser) | Affectation en réserve = 4,9 M€ | |
| | 61,5 M€ | Résultat reporté en investissement = 6,7 M€ | |
| | Subventions aux budgets annexes et autres dépenses : 2,8 M€ | | |
| | Déficit de 2014 = 4,9 M€ | | |
| | 76,0 | 76,7 | |
| | 314,0 | 340,5 | |
| Résultat 2018 disponible pour 2019 : 26,5 M€ | | | |

Compte Administratif 2018 (Présentation DGFIP)

| | DEPENSES (Réelles) | RECETTES (Réelles) |
|--|--|---|
| F O N C T I O N N E M E N T | Charges de Personnel nettes : 86,5 M€ | Impôts locaux : 92,3 M€ (Ville yc FNGIR + GPSO) |
| | Fonctionnement courant : 32,0 M€ | Dotations : 17,7 M€ |
| | Subventions et participations : 15,2 M€ | Attribution de compensation : 78,0 M€ |
| | Flux MGP : 52,7 M€ | Autres impôts : 3,8 M€ |
| | Budgets annexes : 1,5 M€ | Dont : droits de mutation : 17,3 M€ FPIC et FSRIF : -17,5 M€ |
| | Frais financiers : 4,5 M€ | Produit des Services : 26,7 M€ |
| Autres : 1,1 M€ | Autres : 1,3 M€ | |
| | Autofinancement = 29,3 M€ | Travaux en régie : 3,0 M€ |
| | 193,5 | 222,8 |
| I N V E S T I S S E M E N T | Travaux en régie : 3,0 M€ | Autofinancement = 29,3 M€ |
| | Remboursement dette : 34,6 M€ | Cessions : 4,0 M€ |
| | Dépenses d'équipement : 24,1 M€ (avec les restes à réaliser) | Subventions perçues : 3,8 M€ |
| | Subventions aux budgets annexes et autres dépenses : 0,6 M€ | Autres recettes : 25,1 M€ |
| | Emprunt 2016 = 5 M€ | |
| | 62,3 | 37,9 |
| R E S U L T A T S 2 0 1 7 | Déficit de 2017 = 4,9 M€ | Affectation en réserve = 4,9 M€ |
| | 4,9 | Résultat reporté = 21,5 M€ (7,3 M€ du budget principal et 14,2 M€ de Billancourt Seguin) |
| | 260,7 | 26,4 |
| | Résultat 2018 disponible pour 2019 : 26,5 M€ | |

I - LE BUDGET PRINCIPAL (PRÉSENTATION DGFIP)

| | <i>en milliers €</i> | BP 2018 | DM1 2018 yc reports | TOTAL | CA 2018 |
|--|--|---------------|---------------------------|----------------|---------------|
| FONCTIONNEMENT hors écritures d'ordre | Produits de fonctionnement réels (hors cessions, avec travaux en régie) | 218 188 | -212 | 217 975 | 222 846 |
| | Charges de fonctionnement réelles | 200 585 | 341 | 200 926 | 193 537 |
| | Autofinancement (yc résultat N-1) | 17 603 | -553 | 17 049 | 29 309 |
| INVESTISSEMENT - hors écritures d'ordre | Dépenses réelles d'investissement hors dette (*) | 48 588 | -4 325 | 44 263 | 24 683 |
| | <i>dont CP</i> | <i>47 518</i> | <i>-4 561</i> | <i>42 957</i> | <i>24 132</i> |
| | Amortissement de la dette (comptes 16 hors revolving) | 41 686 | -2 881 | 38 805 | 34 626 |
| | Travaux en régie | 3 000 | 0 | 3 000 | 3 000 |
| | TOTAL DEPENSES | 93 274 | -7 206 | 86 068 | 62 308 |
| | Recettes réelles d'investissement hors dette et subventions (*) | 38 929 | -5 934 | 32 994 | 29 145 |
| | Subventions d'investissement | 3 160 | 0 | 3 160 | 3 786 |
| | Recettes d'emprunt | 12 063 | 0 | 12 063 | 5 000 |
| | TOTAL RECETTES | 54 152 | -5 934 | 48 217 | 37 931 |
| | Besoin de financement | 39 122 | -1 272 | 37 851 | 24 378 |
| | Affectation en réserves (recettes) | 4 934 | 0 | 4 934 | 4 934 |
| | Déficit /excédent d'investissement reporté | -1 733 | 0 | -1 733 | -1 733 |
| | Résultat reporté de fonctionnement | 14 853 | 0 | 14 853 | 14 853 |

(*) hors mouvements équilibrés en dépenses et en recettes

| | |
|------------------------|---------------|
| Résultat cumulé | 26 451 |
|------------------------|---------------|

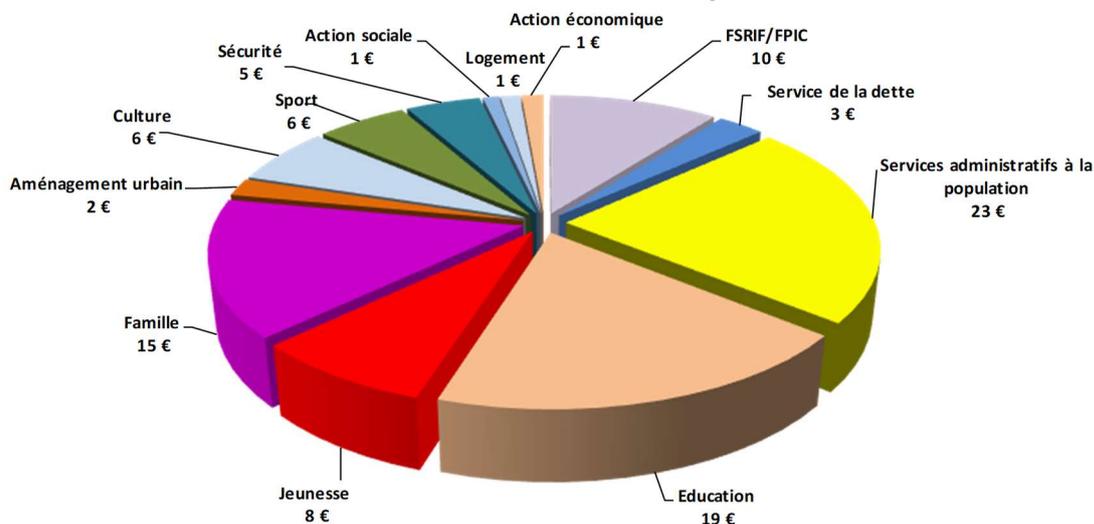
Une décision modificative (DM1) est intervenue au cours de l'exercice 2018 pour ajuster les prévisions initiales du budget primitif. Elle intégrait essentiellement les diverses notifications (recettes fiscales, DGF, FPIC, FSRIF, FCCT).

Les résultats d'exécution de 2018, comparés aux trois exercices précédents (même méthode de retraitement que celle utilisée par la DGFIP) sont repris dans le tableau ci-dessous.

| en milliers d'euros - mouvements réels | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|--|---------------|---------------|---------------|----------------|
| Produits de fonctionnement (hors cessions, avec travaux en régie) | 182 050 | 226 724 | 220 406 | 222 846 |
| Charges de fonctionnement réelles | 160 036 | 201 443 | 202 242 | 193 537 |
| Autofinancement | 22 013 | 25 281 | 18 164 | 29 309 |
| Recettes propres d'investissement (y. c. cessions)* | 8 402 | 15 047 | 45 732 | 32 931 |
| Variation d'encours de dette (ensemble comptes 16) | -6 350 | -6 382 | -6 403 | -29 626 |
| Total recettes d'investissement | 2 052 | 8 666 | 39 328 | 3 305 |
| Études et travaux en régie | 1 203 | 2 369 | 2 998 | 3 000 |
| Dépenses d'investissement hors dette (CP + autres)* | 19 257 | 32 586 | 57 731 | 24 683 |
| Solde des opérations réalisées dans l'exercice | 3 606 | -1 009 | -3 236 | 4 931 |
| Résultats antérieurs reportés | 7 984 | 11 590 | 10 581 | 21 520 |
| Fonds de roulement avant restes à réaliser (RAR) | 11 590 | 10 581 | 7 345 | 26 451 |
| Fonds de roulement avant restes à réaliser (RAR) budget annexe Billancourt Seguin | | | 14 175 | |
| Solde des RAR (fonctionnement + investissement) | -450 | 0 | 0 | 0 |
| Excédent disponible pour n+1 | 11 140 | 10 581 | 21 520 | 26 451 |

La maîtrise des charges de fonctionnement (193,5 M€ en 2018 contre 202,2 M€ en 2017), est en-deçà de la trajectoire cible fixée dans le contrat de l'État. Ces efforts combinés au dynamisme des produits ont permis de clôturer l'exercice 2018 avec un autofinancement à un niveau exceptionnellement élevé.

Comment ont été utilisés 100 € d'impôt en 2018 ?



Sur 100 € d'impôts perçus en 2018, 87 € sont dépensés en services à destination des Boulonnais (dont 42 € pour des actions en faveur de la jeune génération), 10 € en péréquation et 3 € en frais financiers.

A- LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

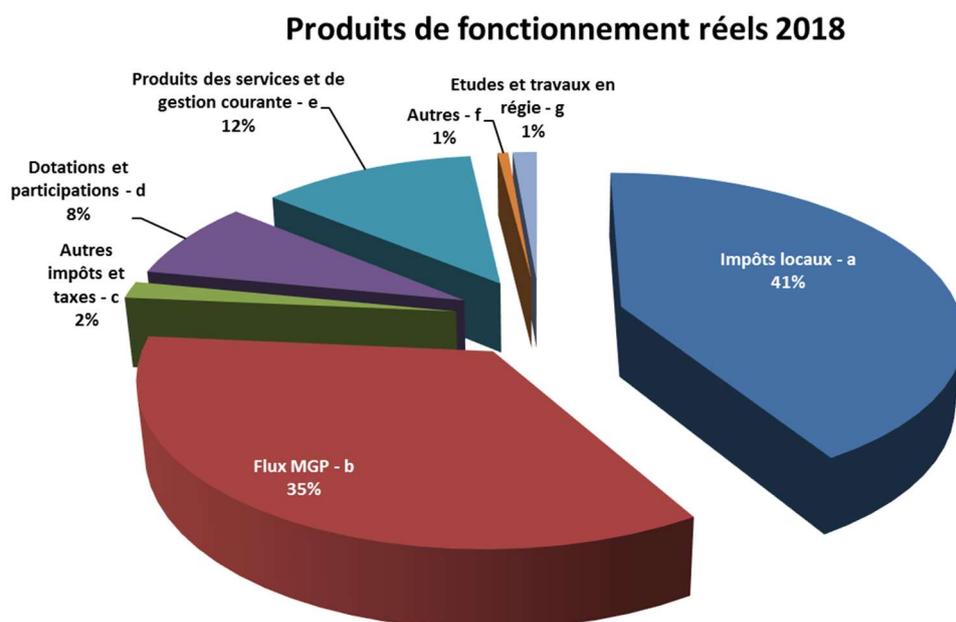
L'exécution des crédits au titre de 2018 et des exercices antérieurs, présentée ci-après, correspond à l'ensemble des mandats de paiement et titres de recettes émis au cours de ceux-ci : les rattachements de charges et de produits sont donc intégrés.

1. Les recettes de fonctionnement par nature (mouvements réels)

Les recettes réelles de fonctionnement (RRF – M14) sont arrêtées à 244 240 K€ au 31 décembre 2018. Cependant, les RRF qui correspondent aux montants bruts figurant dans la maquette budgétaire M14 ne fournissent pas directement l'information sur le niveau réel des recettes disponibles pour la Ville.

Tels que calculés par la **DGFIP les produits de fonctionnement** (RRF M14 - retraitées du FPIC, FSRIF, atténuations de charges et travaux en régie) ont **augmenté de 1,1%, soit 2 440 K€** entre 2017 et 2018, passant de 220 406 K€ à **222 846 K€**, et ce malgré la baisse de la dotation globale de fonctionnement (- 1 143 K€) et l'augmentation des prélèvements sur recettes fiscales (FSRIF pour 1 808 K€). (cf. c et d). **Le taux de réalisation des recettes de fonctionnement est de 102,2%.**

Sur ces 222 846 K€ de recettes, 49 276 K€ représentent des recettes reversées à l'euro l'euro en dépenses. Il s'agit de flux créés par la création de la métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016 : CPS et impôts ménages. Ces recettes gonflent artificiellement les produits, mais elles ne sont pas retraitées par la DGFIP. Le panier de recettes de la Ville comparable à celui des autres villes de la strate (en dehors du périmètre de la MGP), n'est donc que de 173 570 K€ vs 171 642¹ en 2017.



¹ Dans le rapport du CA 2017, le produit de fonctionnement était de 171 309 K€ auquel on rajoute 333 K€ de transfert de compétences 2017.

La synthèse de l'évolution des produits de fonctionnement est retracée dans le tableau ci-dessous.

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|----------------|--------------------|--------------------|
| Impôts locaux - a | 62 450 | 88 625 | 90 724 | 92 254 | 92 623 | 92 315 | 1,8% | 99,7% |
| Flux MGP - b | 55 726 | 78 068 | 78 068 | 78 068 | 78 068 | 78 034 | 0,0% | 100,0% |
| Autres impôts et taxes - c | 11 959 | 9 743 | 4 723 | 2 333 | 1 740 | 3 760 | -20,4% | 216,2% |
| Dotations et participations - d | 25 371 | 22 166 | 18 624 | 16 730 | 16 753 | 17 685 | -5,0% | 105,6% |
| Produits des services et de gestion courante - e | 24 680 | 24 952 | 24 520 | 25 108 | 25 097 | 26 716 | 9,0% | 106,5% |
| Autres - f | 661 | 802 | 748 | 696 | 696 | 1 335 | 78,6% | 191,9% |
| Études et travaux en régie - g | 1 203 | 2 369 | 2 998 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 0,1% | 100,0% |
| Total produits de fonctionnement réels (hors cessions) | 182 050 | 226 724 | 220 406 | 218 188 | 217 975 | 222 846 | 1,1% | 102,2% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

NB : les produits de cessions d'actifs sont inscrits en section d'investissement en ce qui concerne la prévision. Leur réalisation, en revanche, s'impute en section de fonctionnement.

L'augmentation des produits de fonctionnement en 2018 par rapport à 2017 résulte à la fois :

- des recettes fiscales directes (1 591 K€) dont 512 K€ revenant à l'EPT GGSO via le FCCT ;
- du dynamisme des DMTO (+506 K€) ;
- des produits du service et du domaine public pour 2 196 K€ (recettes de chantiers notamment).

a. Les impôts locaux

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------------|---------------|--------------------|--------------------|
| Produit de la fiscalité directe (part Ville) | 59 883 | 61 309 | 62 821 | 63 868 | 64 210 | 63 902 | 1,7% | 99,5% |
| Fiscalité directe (part GPSO) | - | 24 750 | 25 337 | 25 819 | 25 849 | 25 849 | 2,0% | 100% |
| Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) | 2 566 | 2 566 | 2 566 | 2 566 | 2 564 | 2 564 | -0,1% | 100,0% |
| Total recettes fiscales | 62 450 | 88 625 | 90 724 | 92 254 | 92 623 | 92 315 | 1,8% | 99,7% |

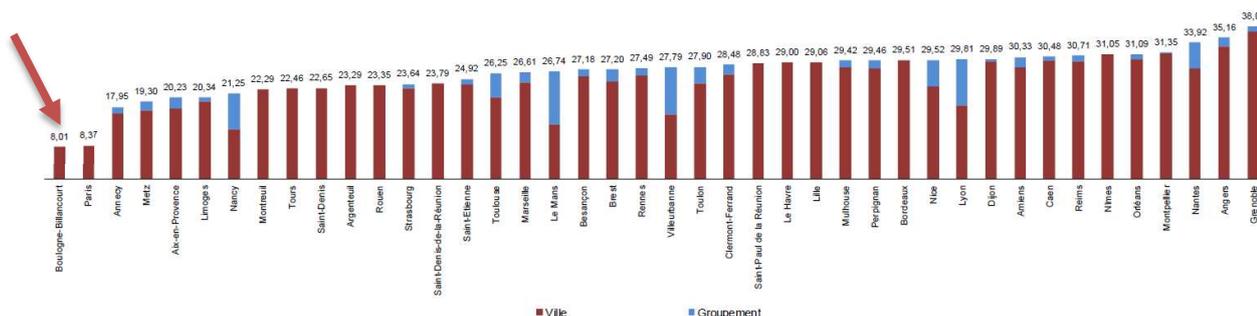
(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

Le produit de la fiscalité directe pour la ville **s'établit** en 2018 à **63 902 K€** contre **62 821 K€** en 2017, soit une évolution de +1,7% **sans hausse des taux**. Ce produit intègre la **perception de rôles supplémentaires pour un montant total de 588 K€** contre **564 K€** en 2017. Correction faite de ces régularisations, la seule progression des rôles généraux est portée à 2,2% en raison de la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition fixée par la loi de finances pour 2018 à +1,2% et de l'accroissement "physique" des bases communales matérialisant l'augmentation de la population et le dynamisme économique de la Ville. Par ailleurs, la ville a collecté 25 849 K€ de fiscalité pour le compte de l'établissement public territorial GPSO qui lui est reversé en intégralité via le fonds de compensation des charges transférées (FCCT). Le taux de réalisation de 99,7% s'explique par l'écart à la baisse entre la notification des bases prévisionnelles (en mars) et la notification des bases définitive (en décembre).

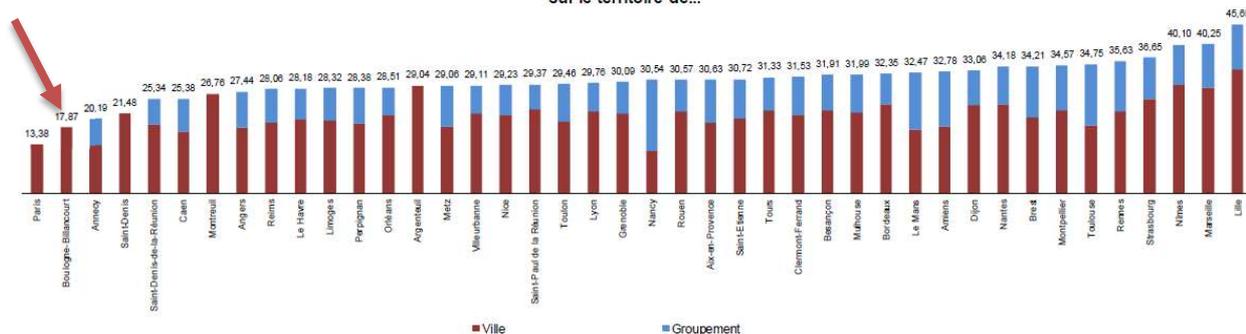
Les taux des taxes ménages en 2018 sont stables pour la 9^{ème} année consécutive. Ce choix politique de la stabilité fiscale permet ainsi à la Ville de continuer à afficher en 2018 des taux parmi les plus bas des grandes villes de France :

- Le taux de la **taxe sur le foncier bâti**, somme du taux levé par la Ville et du taux levé par GPSO jusqu'au 31 décembre 2015, est le plus faible des 42 villes de plus de 100.000 habitants (Métropole et Outre-mer) : **8,01% contre 19,43% en moyenne** ;
- Le taux de la **taxe d'habitation** pesant sur le territoire, c'est-à-dire celui voté par la Ville et celui levé par GPSO jusqu'au 31 décembre 2015, est aussi second plus faible après Paris (13,38%) des villes de plus de 100.000 habitants : **17,87% contre une moyenne à 25,52%**.

Taux de foncier bâti 2018 (cumul ville et groupement)
sur le territoire de...



Taux de taxe d'habitation 2018 (cumul ville et groupement)
sur le territoire de...



Source Cabinet FSL

Afin de soutenir les familles, la Ville pratique également une politique très généreuse en matière d'abattements sur les impôts des ménages : l'instauration d'abattements facultatifs ou leur fixation à des niveaux plus généreux que ne l'impose la loi correspond à un allègement des impôts payés par les contribuables bouloonnais de plus de 11,8 M€ en 2018 (Ville et EPT GPSO).

En effet :

- le taux de l'abattement général à la base, abattement facultatif qui profite à l'ensemble des contribuables, est de 17,33 %. Il est supérieur au taux plafond (15 %) ;
- l'abattement pour charges de famille est au taux maximal prévu par la loi, soit 20 % de la valeur locative moyenne pour les deux premiers enfants à charge et de 25 % à partir de la troisième personne à charge. Ce sont 29 331 foyers Bouloonnais qui en ont bénéficié en 2018 ;
- de plus, la Ville applique l'abattement spécial handicapé qui représente 10 % de la valeur locative moyenne.

Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) d'un montant de 2 564 K€ est légèrement en baisse par rapport à 2017 (2 566 K€).

b. Les flux de recettes liés à la Métropole du Grand Paris (MGP)

L'attribution de compensation (AC) métropolitaine pour la Ville est de 78 034 K€. Elle est composée de l'attribution de compensation 2015 de l'ex-CA GPSO pour 54 607 K€ et la compensation parts salaires (CPS) de l'ex-CA GPSO de 23 427 K€.

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------------|---------------|--------------------|--------------------|
| Ex Attribution de compensation | 54 641 | 54 641 | 54 641 | 54 641 | 54 641 | 54 607 | -0,1% | 99,9% |
| Dotation de solidarité communautaire | 1 085 | 0 | 0 | 0 | 0 | | so | so |
| Compensation parts salaires | - | 23 427 | 23 427 | 23 427 | 23 427 | 23 427 | 0,0% | 100,0% |
| TOTAL attribution de compensation | 55 726 | 78 068 | 78 068 | 78 068 | 78 068 | 78 034 | 0,0% | 100,0% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

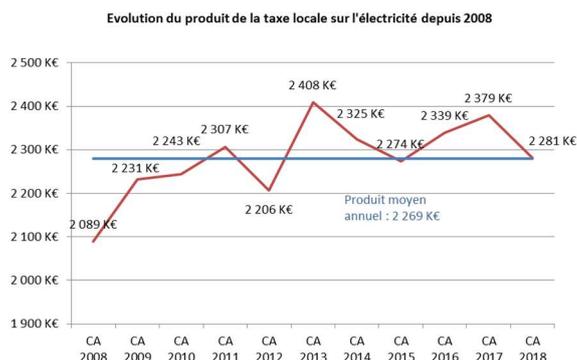
L'ex-attribution de compensation (AC) s'établit à 54 607 K€ en 2018. Pour mémoire depuis le 1^{er} janvier 2016, l'AC est désormais versée à la Ville par la MGP et non plus par GPSO ; et la Ville ne perçoit plus de DSC, cette dernière ayant été intégrée en 2015 à l'AC, à hauteur de 6 209 K€.

Le montant de l'attribution de compensation a légèrement varié, conformément à la délibération adoptée le 29 novembre 2018, afin de prendre en compte le transfert des compétences « Aménagement de l'espace métropolitain », « Développement et aménagement économique, social et culturel », « Lutte contre les nuisances sonores », « Lutte contre la pollution de l'air », « Soutien aux actions de la maîtrise de la demande d'énergie », « Valorisation du patrimoine naturel et paysager » et « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » évalué pour la Ville à 34 K€.

c. Les autres impôts et taxes

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------|------------------------------|--------------|--------------------|--------------------|
| Taxe locale sur l'électricité | 2 274 | 2 339 | 2 379 | 2 398 | 2 398 | 2 281 | -4,1% | 95,1% |
| Autres impôts et taxes indirectes | 1 540 | 1 572 | 1 610 | 1 761 | 1 898 | 2 030 | 26,1% | 107,0% |
| Droits de mutation | 21 040 | 18 719 | 16 761 | 15 300 | 15 300 | 17 268 | 3,0% | 112,9% |
| FPIC | | | -1 193 | -1 231 | -1 145 | -1 145 | -4,0% | 100,0% |
| FSRIF | -12 550 | -12 597 | -14 545 | -15 563 | -16 353 | -16 353 | 12,4% | 100,0% |
| Autres reversements et restitutions sur impôts et taxes | -345 | -289 | -290 | -333 | -359 | -321 | 11,0% | 89,5% |
| TOTAL autres impôts et taxe | 11 959 | 9 743 | 4 723 | 2 333 | 1 740 | 3 760 | -20,4% | 216,2% |

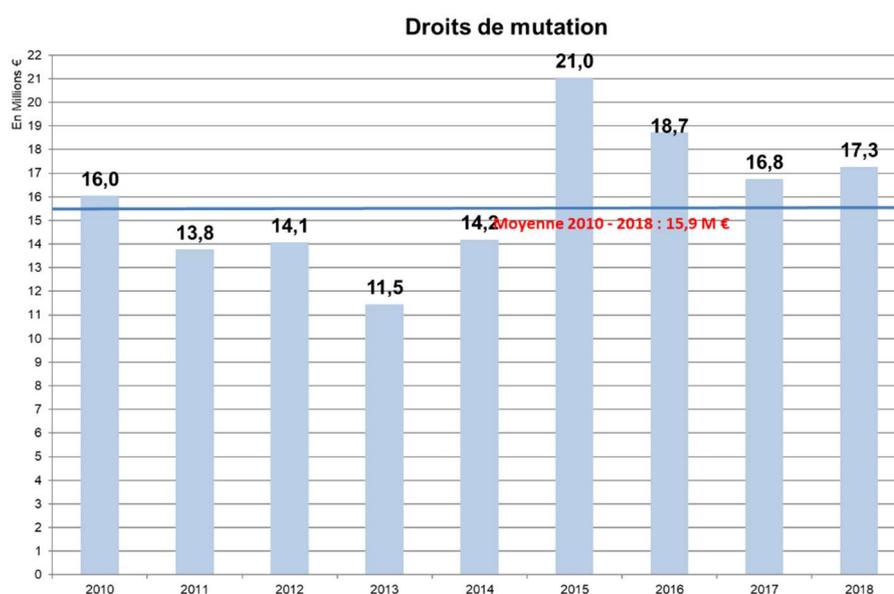
En 2018, le produit de la **taxe sur l'électricité** a connu une baisse de 4,1 % par rapport à 2017 (2 281 K€ contre 2 379 K€). Le produit de cette taxe, dont l'assiette repose sur la consommation d'électricité depuis la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (loi NOME) de 2010, est fortement lié aux conditions climatiques.



Les **autres impôts et taxes indirectes** ont connu une forte augmentation en 2018 (2 030 K€ contre 1 610 K€ en 2017 soit + 26,1 %). Il s'agit de :

- la taxe de séjour, dont le produit brut s'est élevé à **1 001 K€** contre 605 K€ en 2017. L'augmentation s'explique par le reversement début 2018 de la taxe collectée par Airbnb sur la période mai 2017-décembre 2017 inclus (64 K€), l'impact en année pleine de l'ouverture d'un nouvel établissement 3 étoiles d'une capacité de 91 lits et la progression des nuitées dans les établissements préexistants. Le produit de la taxe de séjour, net de la rétrocession de la taxe additionnelle instituée par le conseil départemental (de l'ordre de 10 %), est intégralement reversé à l'office de tourisme de Boulogne-Billancourt, sous forme de subvention de fonctionnement ;
- la taxe sur la publicité extérieure, à hauteur de **215 K€** ;
- les droits de places des marchés d'approvisionnement, pour un montant de **696 K€** ;
- la taxe sur les déchets versée par le SYCTOM pour la quatrième année (**118 K€**).

Les **droits de mutation** sont assis sur le prix des cessions des principaux biens meubles et immeubles. Leur niveau élevé en 2018 (**17 268 K€** contre 16 761 K€ 2017, soit + 3 %) confirme une fois de plus le dynamisme économique et l'attractivité du territoire. Il convient de noter qu'aucune opération immobilière exceptionnelle n'a été enregistrée au cours de l'exercice.



De l'ensemble de ces recettes fiscales doivent être déduits les prélèvements et restitutions sur impôts et taxes intervenus au cours de l'exercice pour **un montant total de 17 819 K€** contre **16 027 K€** en 2017 :

- le reversement des taxes funéraires au CCAS pour **225 K€**, contre 234 K€ en 2017, correspondant à 80 % des taxes funéraires perçues par la Ville ;
- le reversement de la part départementale de la taxe de séjour à hauteur de **94 K€** ;
- un dégrèvement de taxe additionnelle aux droits de mutation (**2,6 K€**) ;
- le FSRIF à hauteur de **16 353 K€** (contre 14 545 K€ en 2017). La Ville a supporté à elle seule 10 % de l'augmentation de l'enveloppe du FSRIF entre 2017 et 2018 ;
- le FPIC pour la deuxième année sur le budget de la Ville (**1 145 K€** contre 1 193 K€ en 2017). La contribution de l'EPT GPSO au FPIC a diminué en 2018 de 1 132 K€ par rapport à 2017 (27 116 K€ contre 28 248 K€). Jusqu'en 2016, la participation de la ville de Boulogne-Billancourt au FPIC était indirecte. Conformément au Pacte financier et fiscal, GPSO finance le FPIC à hauteur de 90 %, le reste est réparti entre les huit communes membres.

d. Dotations et participations

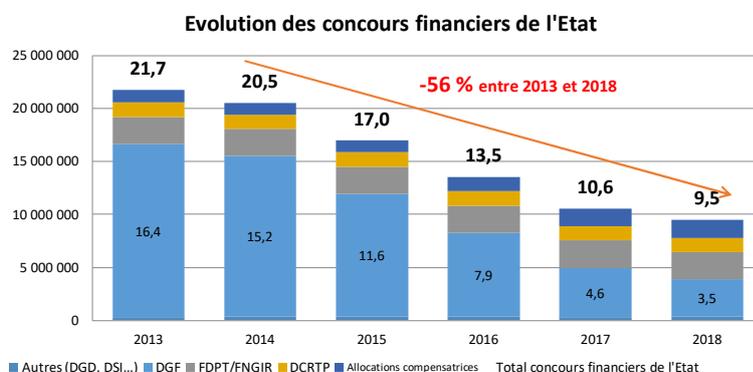
| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------------|---------------|--------------------|--------------------|
| DGF | 11 619 | 7 932 | 4 645 | 3 535 | 3 502 | 3 502 | -24,6% | 100,0% |
| Allocations compensatrices | 1 094 | 1 345 | 1 696 | 1 678 | 1 728 | 1 728 | 1,9% | 100,0% |
| DCRTP | 1 349 | 1 349 | 1 349 | 1 120 | 832 | 1 349 | 0,0% | 61,7% |
| Autres dotations et participations | 11 308 | 11 540 | 10 935 | 10 397 | 10 691 | 11 105 | 1,6% | 96,3% |
| TOTAL dotations | 25 371 | 22 166 | 18 624 | 16 730 | 16 753 | 17 685 | -5,0% | 94,7% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

Les dotations et participations marquent à nouveau une baisse en 2018 (- 5 % par rapport à 2017).

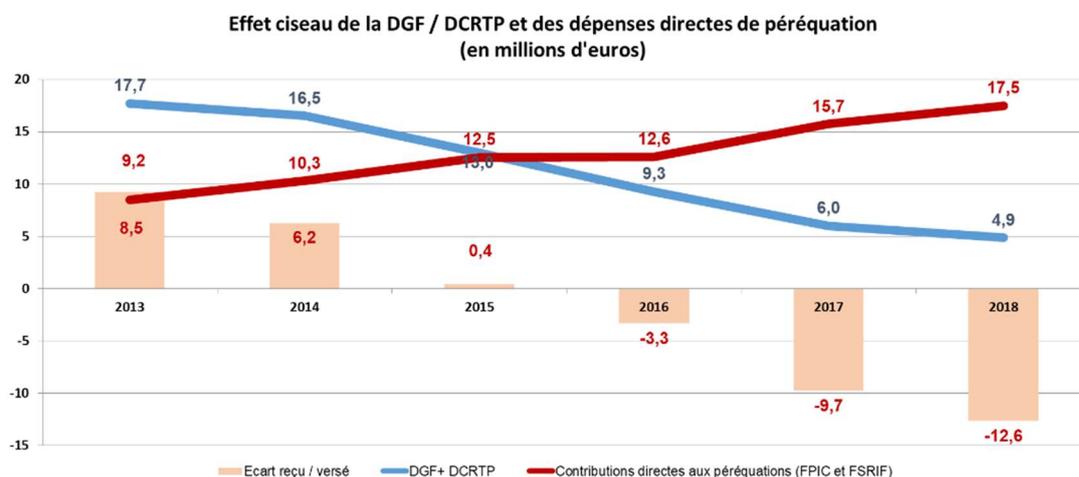
En 2018, et pour la première année, le volume de la dotation globale de fonctionnement versé par l'État aux collectivités n'a pas baissé. Mais cette stabilité pour l'État cache des jeux de « vases communicants » qui impactent les communes et les EPCI les plus favorisés. Ainsi, la **dotation globale de fonctionnement (DGF)**, principal concours financier de l'État, a connu à nouveau une baisse significative en 2018 par rapport aux années précédentes (**3 502 K€** contre 4 645 K€ en 2017, soit - 24,6 %). D'un montant de 16 351 K€ en 2013, **la DGF a ainsi diminué sur la période de 78,6 %**.

Globalement, la diminution des concours financiers de l'État s'est poursuivie en 2018 pour atteindre - 56 % par rapport à 2013. Les dotations de l'État (9 540 K€) ne représentent plus que 5,5 % des recettes de fonctionnement (173 570 K€) en 2018 contre 12 % en 2013.



Depuis 2015, le solde DGF, FPIC, DCRTP et FSRIF est négatif, ce qui signifie que la Ville contribue plus au financement des autres villes qu'elle ne reçoit de contribution de l'État pour couvrir les charges qu'elle supporte pour son propre compte (**le solde est de - 12,6 M€**).

En 2018, notamment grâce à l'action en justice de la Ville, la baisse de la DCRTP des villes et EPCI prévue en 2018 a été annulée par la loi de finance pour 2019. Le montant de la DCRTP a été maintenue à 1 349 K€ ; une baisse de 517 K€ ayant été inscrite en DM1.



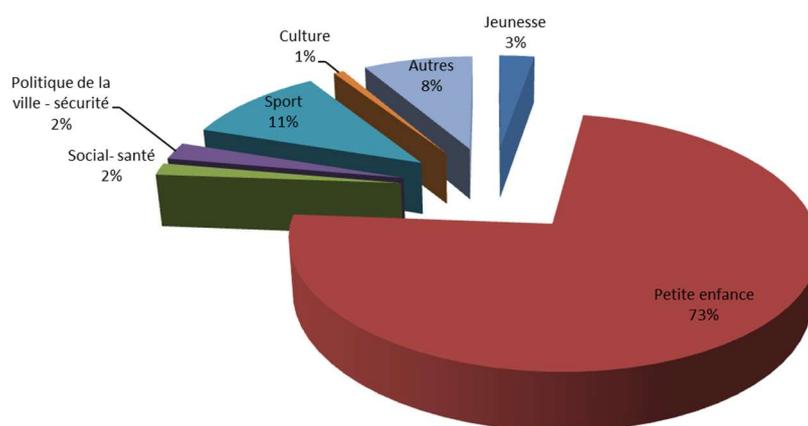
Le montant total des **allocations compensatrices de pertes de bases d'imposition** augmente légèrement par rapport à 2017 (**1 728 K€** en 2018 contre 1 696 K€ en 2017). Il comprend à la fois celles de la Ville et celles revenant jusqu'alors à GPSO. Si les allocations de TH et de TF augmentent (respectivement + 5,2 % et + 3,2 %), celles relatives à la TP ont été nulles en 2018.

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------------------|--------------|--------------------|--------------------|
| Taxe d'habitation | 842 | 1 096 | 1 584 | 1 592 | 1 666 | 1 666 | 5,2% | 100,0% |
| Taxes foncières | 57 | 83 | 60 | 46 | 62 | 62 | 3,2% | 100,0% |
| Taxe professionnelle | 195 | 166 | 52 | 40 | 0 | 0 | -100,0% | 0,0% |
| TOTAL allocations compensatrices | 1 094 | 1 345 | 1 696 | 1 678 | 1 728 | 1 728 | 1,9% | 100,0% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

Les autres dotations et participations, qui s'élèvent en 2018 à **11 105 K€**, correspondent à diverses dotations versées par l'État et aux subventions de fonctionnement versées par les partenaires publics et privés de la Ville. Elles sont majoritairement destinées à financer le secteur de la petite enfance.

Dotations et participations perçues en 2018 par domaine



Les principales dotations et participations sont :

- Les participations de la caisse d'allocations familiales (**8 027 K€**). Ces aides sont principalement versées en faveur de la petite enfance, avec 6 855 K€ perçus en 2018 contre 6 742 K€ en 2017, mais aussi en faveur des centres de loisirs (1 146 K€ contre 1 208 K€ en 2017) ;
- Les subventions du conseil départemental des Hauts-de-Seine (**1 843 K€**). Celles-ci correspondent à la fois aux subventions prévues au Contrat de Développement 2016-2018, qui couvre les secteurs de la petite enfance, de la culture et du social, et aux financements des actions menées au titre de la sécurité ;
- La dotation générale de décentralisation (DGD) pour **248 K€**. Les parties « DGD hygiène et santé » et « documents d'urbanisme » ont été perçues en intégralité (respectivement 246 K€ et 2 K€) ;
- **25 K€** ont été perçus au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs (DSI), montant correspondant au recensement de 10 instituteurs logés par la Ville au 1^{er} novembre 2018. Cette dotation a vocation à diminuer en raison de la transformation des postes d'instituteurs en professeurs des écoles ;
- La dotation « titres sécurisés » mise en place depuis 2009 et versée aux communes ayant installé des stations biométriques. Le dispositif a été revu dans le cadre de la loi de finances pour 2018 et prévoit le versement d'une dotation de 8 580 € par station installée majorée pour chaque station ayant enregistré plus de 1 875 demandes de passeports et de cartes nationales d'identité au cours de l'année précédente contre 5 000 € par station dans le dispositif antérieur. Ainsi, la Ville a perçu **81 K€** en 2018 au titre des sept installées à ce jour contre 35 K€ les années précédentes.

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|---------------|---------------|-----------------|---------------|--|-----------------|--------------------------|--------------------------|
| FCTVA | | | | | 247 | 247 | so | so |
| Dotation globale de décentralisation | 244 | 244 | 244 | 244 | 244 | 246 | 0,7% | 100,7% |
| Dotation globale de décentralisation- assurances/urbanisme | 5 | 22 | 2 | 0 | 0 | 2 | 0,0% | #DIV/0! |
| Dotation spéciale instituteurs | 37 | 28 | 28 | 28 | 28 | 25 | -10,0% | 90,0% |
| Dotation titres sécurisés | 35 | 35 | 35 | 35 | 81 | 81 | 131,1% | 100,0% |
| Dotation recensement | 25 | 25 | 24 | 24 | 24 | 23 | -2,1% | 97,8% |
| Dotation élections | 14 | 21 | 43 | 5 | 5 | 7 | -83,9% | 138,9% |
| Compensation pour perte de TADE | 16 | 11 | 12 | 12 | 12 | 10 | -14,7% | 85,4% |
| Emplois d'avenir | 107 | 66 | 22 | 4 | 4 | 11 | -50,6% | 250,3% |
| Subventions de la Caisse d'Allocations Familiales | 8 156 | 7 898 | 8 037 | 7 452 | 7 452 | 8 027 | -0,1% | 107,7% |
| <i>petite enfance</i> | 7 213 | 6 811 | 6 742 | 6 134 | 6 134 | 6 855 | 1,7% | 111,8% |
| <i>enfance jeunesse</i> | 831 | 967 | 1 208 | 1 199 | 1 199 | 1 146 | -5,1% | 95,6% |
| <i>social</i> | 112 | 120 | 87 | 119 | 119 | 26 | -69,8% | 22,2% |
| Subventions du Conseil départemental | 2 036 | 2 524 | 1 910 | 1 870 | 1 870 | 1 843 | -3,5% | 98,6% |
| <i>petite enfance</i> | 1 939 | 1 888 | 1 332 | 1 308 | 1 308 | 1 308 | -1,9% | 100,0% |
| <i>culture</i> | 52 | 71 | 56 | 66 | 66 | 50 | -9,9% | 76,3% |
| <i>éducation - santé-jeunesse</i> | 1 | 71 | 35 | 45 | 45 | 35 | 0,0% | 78,0% |
| <i>Politique de la ville - sécurité</i> | 44 | 23 | 10 | 17 | 17 | 15 | 51,8% | 92,0% |
| <i>social</i> | | 37 | 41 | 0 | 0 | 0 | -100,0% | so |
| <i>Subventions contrat de développement</i> | | 435 | 435 | 435 | 435 | 435 | 0,0% | 100,0% |
| Subventions de l'État | 526 | 496 | 503 | 443 | 443 | 332 | -34,0% | 74,9% |
| <i>éducation - santé</i> | 18 | 15 | 6 | 5 | 5 | 25 | 312,5% | 495,0% |
| <i>Salon du Livre</i> | 0 | 5 | 0 | 5 | 5 | 0 | so | 0,0% |
| <i>social</i> | 1 | 7 | 1 | 0 | 0 | 1 | 15,4% | so |
| <i>Politique de la ville - sécurité</i> | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | so | so |
| <i>Fonds d'amorçage réforme rythmes scolaires</i> | 501 | 468 | 496 | 373 | 373 | 282 | -43,1% | 75,7% |
| <i>FISAC</i> | | | | 60 | 60 | 24 | so | 39,9% |
| Subventions du Conseil régional | 16 | 0 | 13 | 15 | 15 | 37 | 191,4% | 249,9% |
| Autres participations (ONILAIT, FIPHFP, ...) | 54 | 165 | 60 | 264 | 264 | 214 | 253,2% | 80,9% |
| Mécénat | 3 | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | so | so |
| Total autres dotations et participations | 11 274 | 11 540 | 10 935 | 10 397 | 10 691 | 11 105 | 1,6% | 103,9% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

e. Les produits des services et de gestion courante

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------------------|---------------|--------------------|--------------------|
| Remboursement de frais par GPSO | 1 684 | 1 946 | 1 780 | 2 070 | 2 070 | 1 762 | -1,0% | 85,1% |
| Produits des Tarifs des Activités | 16 803 | 17 107 | 16 682 | 16 111 | 16 111 | 16 715 | 0,2% | 103,8% |
| Revenus locatifs (immeubles et salles) | 2 251 | 2 225 | 2 279 | 2 065 | 2 054 | 1 931 | -15,3% | 94,0% |
| Diverses redevances dont commerces et chantiers | 2 099 | 2 185 | 2 371 | 3 402 | 3 402 | 4 808 | 102,8% | 141,4% |
| Refacturations frais et personnel | 1 013 | 942 | 951 | 817 | 817 | 847 | -11,0% | 103,6% |
| Redevances (DSP) | 830 | 546 | 458 | 643 | 643 | 653 | 42,7% | 101,6% |
| TOTAL produits des services et gestion courante | 24 680 | 24 952 | 24 520 | 25 108 | 25 097 | 26 716 | 9,0% | 106,5% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

Entre 2017 et 2018, les produits des services et de gestion courante passent de 24 520 K€ à 26 716 K€, soit une augmentation de 9 %.

Le remboursement de frais à GPSO a connu une légère baisse de 1% en 2018 (**1 762 K€** contre 1 780 K€ en 2017) en raison de la diminution des dépenses prises en charge par la Ville (personnels et locaux mis à disposition).

Les produits tirés des activités municipales (périscolaires, séjours, activités en faveur des seniors, activités culturelles...) sont de **16 715 K€** et augmentent de 0,2 %. A périmètre constant, c'est-à-dire après le retraitement du transfert au 1^{er} janvier 2018 des repas à domicile au CCAS (pour mémoire, 429 K€ en 2017), ces recettes sont en augmentation de 462 K€, soit 2,8%.

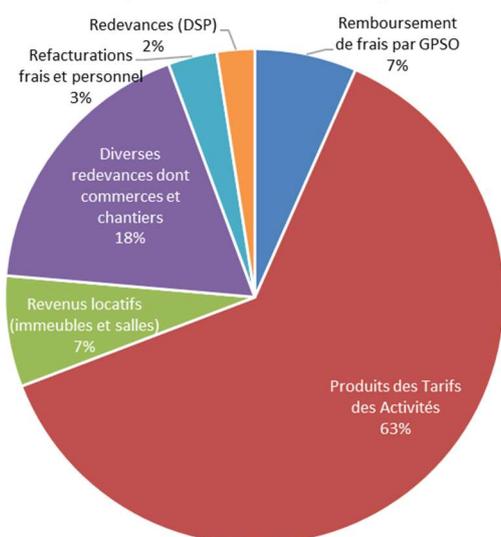
Les **revenus locatifs (immeubles et locations de salles)** ont quant à eux diminué de 15,3 %, notamment par les ventes de biens, passant ainsi de 2 279 K€ en 2017 à **1 931 K€** en 2018.

Les diverses redevances (dont commerces et chantiers) s'établissent à **4 808 K€** en 2018 et augmentent de 102,8 % par rapport à 2017 (2 371 K€) en raison des droits de chantiers dus au titre de l'occupation de la place Georges Besse par les entreprises chargées des travaux du bâtiment 57 Métal (1 917 K€) et des autres droits de chantiers (1 654 K€ contre 1 073 K€ en 2017). Les recettes de commerces se stabilisent à 848 K€ et les redevances funéraires sont de 285 K€.

Les refacturations de frais de personnel (847 K€) sont en diminution conformément aux conventions et aux dépenses correspondantes.

Les redevances de DSP augmentent de 42,7% pour atteindre 653 K€. La raison principale est la perception de la redevance versée par IDEX qui était auparavant imputée sur l'ex-budget annexe Billancourt-Seguin (177 K€).

Ventilation des produits des services et de gestion courantes



f. Études et travaux en régie

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| Études et travaux en régie | 1 203 | 2 369 | 2 998 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 0,0% | 100% |
| TOTAL | 1 203 | 2 369 | 2 998 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 0,0% | 100% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

Dans tous les rapports et les statistiques de la DGFIP et de la Cour des Comptes, les travaux en régie sont retraités de la section de fonctionnement en recettes afin d'être comptabilisés en dépenses en section d'investissement. Pour information, les travaux en régie correspondent à des immobilisations que la collectivité crée pour elle-même. Ces travaux sont réalisés par son personnel avec des matériaux qu'elle achète (en section de fonctionnement). Ces immobilisations sont comptabilisées (en section d'investissement) pour leur coût de production qui correspond au coût des matières premières, augmenté des charges directes de production (matériel acquis, loué, frais de personnel, etc.).

En 2018, la Ville a réalisé des études et des travaux en régie pour un montant total de **3 000 K€**, soit une augmentation de 0,06 % par rapport à 2017 (2 998 K€).

g. Autres

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|-----------------------------------|------------|------------|--------------|------------|---------------------------------------|--------------|--------------------------|--------------------------|
| Produits exceptionnels | 351 | 557 | 583 | 396 | 396 | 382 | -34,5% | 96,4% |
| Produits financiers dont swaps | 310 | 245 | 165 | 300 | 300 | 954 | 478,9% | 318,0% |
| TOTAL autres | 661 | 802 | 748 | 696 | 696 | 1 335 | 78,6% | 191,9% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

Les produits exceptionnels réalisés à hauteur de **382 K€** correspondent notamment à des remboursements et à des indemnités versées par les assureurs de la Ville à la suite de sinistres. Ils sont par définition volatiles d'une année à l'autre.

Concernant les produits financiers, il s'agit du produit constaté des swaps en 2018 (**954 K€**) au titre des contrats du budget principal (165 K€) et de leur remboursement dans le cadre du transfert de la dette du budget annexe Billancourt-Seguin à l'EPT GPSO (789 K€). Ce montant doit être mis en regard des charges financières (872 K€ constatées sur ces mêmes contrats pour en apprécier le bilan (voir la partie C du présent rapport consacrée à la dette).

2. Les dépenses de fonctionnement par nature (mouvements réels)

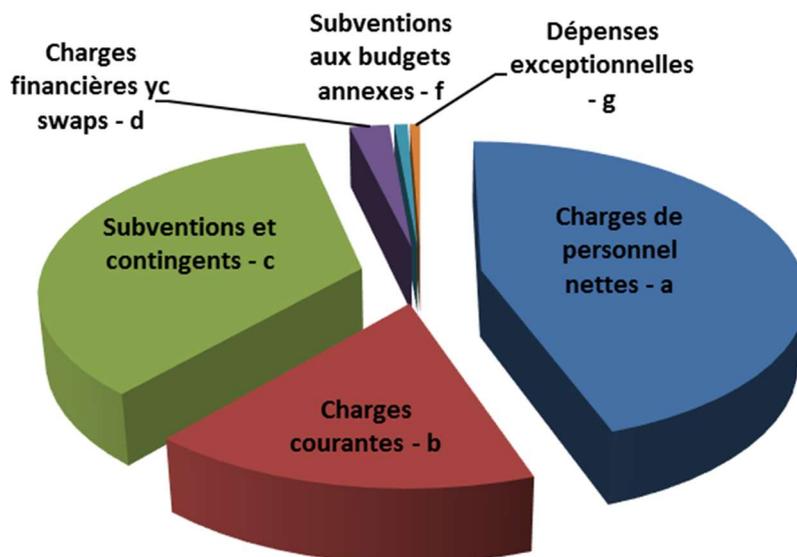
Les dépenses réelles de fonctionnement (DRF- M14) sont arrêtées à 211 716 K€ au 31 décembre 2018. Cependant, les DRF correspondant aux montants bruts figurant dans la maquette budgétaire M14 ne fournissent pas directement l'information sur le niveau réel des dépenses portées par la Ville.

Tels que calculées par la **DGFIP et l'État pour la contractualisation, les charges de fonctionnement (DRF M14 - retraitées du FPIC, FSRIF, atténuations de produits) ont diminué de 4,3%, soit 8 705 K€** entre 2017 et 2018, passant de 202 242 K€ à **193 537 K€**, ce qui est très en-deçà de la trajectoire fixée dans le contrat par l'État. **Le taux de réalisation des charges de fonctionnement est de 96,3 %.**

Sur ces 193 537 K€ de dépenses, 49 276 K€ représentent des reversements de recettes à l'euro l'euro. Il s'agit de flux créés par la Métropole du Grand Paris en 2016 : CPS et impôts ménages. Ces dépenses gonflent artificiellement les charges mais elles ne sont pas retraitées par la DGFIP. Le panier de dépenses de la Ville comparable à celui des autres villes de la strate (en dehors du périmètre de la MGP) n'est donc que de 144 261 K€ vs 153 478 K€².

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------------------|----------------|--------------------------|--------------------------|
| Charges de personnel nettes - a | 91 044 | 90 227 | 91 259 | 92 426 | 91 063 | 86 462 | -5,3% | 94,9% |
| Charges courantes - b | 34 409 | 33 004 | 32 199 | 33 138 | 34 263 | 32 021 | -0,6% | 93,5% |
| Subventions et contingents - c | 15 662 | 63 577 | 64 139 | 67 352 | 68 163 | 67 887 | 5,8% | 99,6% |
| Charges financières yc swaps - d | 3 214 | 2 799 | 2 426 | 5 036 | 4 596 | 4 503 | 85,6% | 98,0% |
| Subventions aux budgets annexes - f | 14 370 | 10 207 | 10 995 | 1 415 | 1 520 | 1 515 | -86,2% | 99,6% |
| Dépenses exceptionnelles - g | 1 337 | 1 631 | 1 225 | 1 217 | 1 319 | 1 149 | -6,2% | 87,1% |
| Total charges de fonctionnement réelles | 160 036 | 201 443 | 202 242 | 200 585 | 200 926 | 193 537 | -4,3% | 96,3% |

² Dans le rapport du CA 2017, les charges de fonctionnement était de 153 145 € auquel on rajoute 333 K€ de transfert de compétences 2017.



a. Les charges de personnel

Compte tenu des contraintes financières et du cadre d'évolution des dépenses publiques établi sur cinq ans, le budget 2018 a été déterminé en se basant sur un taux d'évolution de +1,2% par rapport au CA 2017 (chapitre 012).

Le respect de cet objectif était conditionné par une gestion rigoureuse de la masse salariale et par l'activation de leviers d'économies sur l'année 2018.

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------------------------|----------------|--------------------------|--------------------------|
| Charges de personnel nettes | 91 044 | 90 227 | 91 259 | 92 426 | 91 063 | 86 462 | -5,3% | 94,9% |
| Charges de personnel (chapitre 012) | 91 373 | 90 524 | 91 576 | 92 690 | 91 328 | 86 823 | -5,2% | 95,1% |
| <i>dont Personnel à disposition de GPSO</i> | 372 | 307 | 382 | 390 | 390 | 379 | -0,8% | 97,2% |
| Remboursement de charges de personnel | -328 | -298 | -318 | -264 | -264 | -360 | 13,5% | 136,4% |
| Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions) (M14) | 194 070 | 237 540 | 233 752 | 247 432 | 247 949 | 238 025 | 1,8% | 96,0% |
| Dépenses réelles de fonctionnement (M14) | 173 259 | 214 628 | 218 587 | 217 071 | 219 047 | 211 716 | -3,1% | 96,7% |
| Produits de fonctionnement réels (DGFIP) | 182 050 | 226 724 | 220 406 | 233 041 | 232 828 | 222 846 | 1,1% | 95,7% |
| Charges de fonctionnement réelles (DGFIP) | 160 036 | 201 443 | 202 242 | 200 585 | 200 926 | 193 537 | -4,3% | 96,3% |
| Ratio charges de personnel 012 / RRF (M14) | 47,1% | 38,1% | 39,2% | 37,5% | 36,8% | 36,5% | | |
| Ratio charges de personnel 012 / DRF (M14) | 52,7% | 42,2% | 41,9% | 42,7% | 41,7% | 41,0% | | |
| Ratio charges de personnel nettes / Produits de fonctionnement réels (DGFIP) | 50,0% | 50,6% | 53,3% | 39,7% | 39,1% | 38,8% | | |
| Ratio charges de personnel nettes / Charges de fonctionnement réelles (DGFIP) | 56,9% | 44,8% | 45,1% | 46,1% | 45,3% | 44,7% | | |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

Au compte administratif, les charges de personnel sur le chapitre 012 sont passées de 91 576 K€ en 2017 à 86 823 K€ en 2018, soit une baisse de -5,2%. Cette forte diminution est liée en grande partie à un taux de vacances de postes qui a été plus important que celui de l'année 2017, et par certaines économies réalisées dans d'autres secteurs.

Les efforts consentis sur la masse salariale en 2017 (-1,2 % par rapport à 2016) se sont poursuivis en année pleine sur 2018. Pour rappel, la tendance naturelle (mesures incompressibles comprises et sans activation de leviers) indiquait une évolution de +2,02% sur le CA 2017.

Les charges de personnel (012) représentent ainsi 41% des dépenses réelles de fonctionnement et 36,5% des recettes réelles de fonctionnement. Le taux de réalisation est de 95,1%.

Le CA 2018 intègre notamment les mesures suivantes :

- la revalorisation du smic de +1,24% au 1^{er} janvier 2018 (contre +0,93% en 2017) ;
- l'effet report du dégel du point d'indice au 1^{er} février 2017 de +0,6% (générant 1 mois de surcoût en 2018) ;
- l'effet report de l'adhésion au pôle emploi au 1^{er} février 2017 (générant 1 mois de surcoût en 2018) ;
- deux postes budgétaires supplémentaires à compter de mars 2018 permettant l'ouverture du centre de loisirs du numérique ;
- la reprise par la ville du paiement des locuteurs natifs.

Outre une baisse continue des effectifs permanents payés entre 2017 et 2018, le CA 2018 intègre également des effets « déport » (dépenses intervenues en 2017 ayant un impact moindre, voire nul sur 2018) ayant permis une baisse de la masse salariale :

- une diminution du nombre de postes pourvus en 2018 (en moyenne, le nombre d'agents payés sur la base d'un temps plein, est passé de 1 746 en 2017, à 1 699 en 2018, soit une différence de -47 agents) ;
- une baisse des allocations pour perte d'emploi (-419 K€) et de la contribution à Pôle Emploi (- 151 K€) ;
- l'impact de la mise en place du jour de carence au 1^{er} janvier 2018 (-115 K€) ;
- la fin du dispositif des emplois d'avenir (-54 K€) ;
- une diminution du coût des vacances (-764 K€, dont -431 K€ liés aux élections de 2017).

Au regard de l'ensemble de ces éléments dont certains sont imprévisibles (postes non pourvus), les charges de personnel constatées au CA 2018 (86 823 K€) ont laissé apparaître une dépense inférieure de 4 753 K€ par rapport aux crédits réalisés au CA 2017.

b. Les charges courantes

Ces charges, retracées aux comptes de la classe 60 (achats fournitures, fluides), 61 et 62 (prestations de services) et 63 (impôts et taxes), correspondent globalement aux dépenses récurrentes et d'activités hors personnel. **Ces dépenses connaissent en 2018 une légère diminution de 178 K€, soit -0,6 % par rapport à 2017.** À périmètre constant, cela représente un effort supplémentaire d'économies de 1 277 K€ (en retraitant 1 099 K€ de dépenses induites des équipements nouveaux), en plus des 2 M€ d'économies réalisées en 2015, des 1,4 M€ réalisées en 2016, des 0,8 M€ en 2017. **Ainsi, la Ville est parvenue à ramener ses dépenses à un niveau presque équivalent à l'année 2011 (32,0 M€).**

| <i>en milliers €</i> | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------------|---------------|--------------------------|--------------------------|
| prestations de services dont séjours enfance et jeunesse | 7 728 | 8 129 | 7 494 | 8 339 | 8 340 | 8 172 | 9,0% | 98,0% |
| eau et assainissement | 591 | 652 | 715 | 633 | 728 | 658 | -7,8% | 90,5% |
| énergie | 4 306 | 3 382 | 4 105 | 3 533 | 3 816 | 3 454 | -15,9% | 90,5% |
| alimentation | 2 876 | 2 622 | 2 234 | 2 369 | 2 356 | 2 263 | 1,3% | 96,1% |
| achats de fournitures | 1 811 | 1 548 | 1 646 | 1 701 | 1 706 | 1 543 | -6,3% | 90,4% |
| DSP restaurant municipal | 275 | 270 | 253 | 270 | 270 | 248 | -2,2% | 91,8% |
| locations mobilières et immobilières | 2 080 | 2 142 | 1 559 | 1 670 | 1 615 | 1 419 | -9,0% | 87,8% |
| maintenance des biens mobiliers et immobiliers | 3 345 | 2 960 | 3 012 | 3 113 | 3 321 | 3 035 | 0,8% | 91,4% |
| primes d'assurances | 361 | 340 | 361 | 370 | 362 | 358 | -0,7% | 99,0% |
| documentation générale et technique | 295 | 259 | 255 | 232 | 263 | 242 | -5,2% | 91,7% |
| formation du personnel | 208 | 210 | 232 | 445 | 315 | 182 | -21,7% | 57,9% |
| honoraires et contentieux | 276 | 289 | 376 | 520 | 769 | 511 | 35,8% | 66,5% |
| fêtes et cérémonies | 453 | 410 | 476 | 527 | 467 | 436 | -8,3% | 93,4% |
| catalogues et imprimés | 356 | 364 | 369 | 430 | 638 | 571 | 55,0% | 89,6% |
| transports | 1 403 | 1 166 | 1 017 | 804 | 864 | 855 | -15,9% | 98,9% |
| frais de télécommunications et d'affranchissement | 501 | 370 | 355 | 386 | 373 | 315 | -11,2% | 84,3% |
| frais de gardiennage | 1 371 | 1 789 | 1 569 | 1 590 | 1 602 | 1 597 | 1,8% | 99,7% |
| frais de nettoyage des locaux | 3 490 | 3 661 | 3 785 | 3 887 | 4 033 | 3 967 | 4,8% | 98,4% |
| achat de places en crèches | 1 708 | 1 473 | 1 348 | 1 280 | 1 280 | 1 211 | -10,2% | 94,6% |
| impôts et taxes | 379 | 336 | 445 | 431 | 486 | 439 | -1,5% | 90,3% |
| Remboursement de frais à GPSO | 183 | 152 | 157 | 160 | 149 | 93 | -40,9% | 62,4% |
| autres (carburants, missions...) | 415 | 477 | 437 | 452 | 512 | 452 | 3,5% | 88,4% |
| TOTAL | 34 409 | 33 004 | 32 199 | 33 138 | 34 263 | 32 021 | -0,6% | 93,5% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

Les charges courantes ont des évolutions différentes selon leur nature. **Certaines connaissent une augmentation à hauteur de 1 279 K€ par rapport à 2017.** Elles portent notamment sur :

- **Les prestations de services** (+ 678 K€) par rapport à 2017 où il y avait eu un moindre recours aux prestataires extérieurs ;
- **Les catalogues et imprimés** (+ 203 K€) : en 2018, la Ville a participé financièrement à la réalisation du film « Woman » (100 K€) ;
- **Les frais de nettoyage des locaux** (182 K€) intégrant notamment l'effet année pleine de l'entretien du stade Le Gallo et de l'école du numérique ;

- **Les honoraires et contentieux** (135 K€) notamment du fait de nouveaux contentieux avec des affaires ayant un fort enjeu pour la Ville et d'autres, portées devant les juridictions pénales qui entraînent des procédures longues et coûteuses pour la Ville.

À contrario, des postes de dépenses ont diminué entre 2017 et 2018 pour un montant total de 1 456 K€. Il s'agit, par exemple :

- **des fluides** (eau et énergie -707 K€) : grâce à un suivi au plus près des contrats ainsi qu'un hiver plus clément ;
- **des transports** (-162 K€) notamment suite à la fermeture de Benais ;
- **des locations mobilières et immobilières** (- 140 K€) le nombre de logements du patrimoine privé est en diminution régulière en raison de la poursuite de la politique de cession du patrimoine de la Ville ;
- **de l'achat de places en crèches** (- 137 K€) faute de candidatures répondant aux besoins exprimés lors de la passation du dernier marché ;
- **des achats de fournitures** (- 104 K€) car en 2017, il y avait deux années de dotations vestimentaires notamment sur les secteurs de l'éducation et de la police municipale.

c. Les subventions et contingents

Les dépenses détaillées ici portent sur les subventions de fonctionnement versées à la fois aux associations dont les activités ont un intérêt communal, aux établissements publics (dont le FFCT à l'EPT GPSO) ou aux organismes publics intervenant en faveur des agents municipaux, ainsi que les participations obligatoires, les dépenses réalisées pour le fonctionnement de l'assemblée délibérante et les diverses autres dépenses inscrites aux comptes 65.

Le montant total des subventions et des participations qui ont ainsi été versées en 2018 est de 67 886 K€ contre 64 139 K€ en 2017, soit une augmentation de 5,8%. Sans la prise en compte du FCCT qui évolue annuellement avec les transferts de compétences, les subventions-participations évoluent de 0,6% par rapport à 2017.

| <i>en milliers €</i> | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------------------------|---------------|--------------------------|--------------------------|
| subventions aux associations | 6 555 | 6 346 | 6 117 | 6 010 | 6 314 | 6 209 | 1,5% | 98,3% |
| subventions CLSPD | 30 | 29 | 29 | 29 | 29 | 11 | -60,4% | 39,6% |
| contingents | 4 428 | 4 512 | 4 532 | 4 501 | 4 534 | 4 534 | 0,05% | 100,0% |
| subvention et reversement de contractualisation au CCAS | 891 | 800 | 660 | 659 | 659 | 659 | -0,1% | 100,0% |
| indemnités élus, formation élus, collaborateurs de groupes d'élus et frais de fonctionnement des groupes d'élus | 1 420 | 1 380 | 1 410 | 1 496 | 1 455 | 1 392 | -1,3% | 95,7% |
| subventions DSP | 1 956 | 1 765 | 2 106 | 2 141 | 2 141 | 2 141 | 1,6% | 100,0% |
| <i>admissions en non-valeurs</i> | 339 | 286 | 130 | 150 | 150 | 150 | 15,7% | 100,0% |
| autres | 43 | 36 | 59 | 49 | 42 | 41 | -31,4% | 96,7% |
| Sous Total subventions-participations | 15 662 | 15 153 | 15 042 | 15 035 | 15 324 | 15 137 | 0,6% | 98,8% |
| FCCT | 0 | 48 424 | 49 097 | 52 317 | 52 839 | 52 749 | 7,4% | 99,8% |
| TOTAL | 15 662 | 63 577 | 64 139 | 67 352 | 68 163 | 67 886 | 5,8% | 99,6% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

- **Les subventions aux associations et aux organismes de droit privé** s'élèvent à 6 209 K€ en 2018 contre 6 117 K€ en 2017, soit une augmentation de 1,5% qui s'explique principalement par deux phénomènes distincts : d'une part les subventions aux associations pour mise à disposition de personnel diminuent de 123 K€ suite à l'arrêt de la mise à disposition de quatre agents et d'autre part la subvention reversée à l'Office de Tourisme de Boulogne-Billancourt augmente de 199 K€ suite au versement de la taxe de séjour par les sites de location de domicile entre particuliers. Par ailleurs, une partie de ces subventions est issue de la contractualisation entre la Ville et le conseil départemental des Hauts de Seine pour un montant total de 275 681 €.

- **Les subventions au titre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD)** versées en 2018 s'élèvent à **11 K€**, montant en baisse par rapport à l'année 2017, une des associations concernées par ce dispositif ayant cessé ses activités.
- **Les contingents et les participations obligatoires** restent stables à **4 534 K€** en 2018 contre 4 532 K€ en 2017, soit une augmentation de 0,05 %.
Ce poste est composé de la participation au fonctionnement de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (1 935 K€ en 2018 contre 1 901 K€ en 2017), des participations aux dépenses des écoles privées (2 482 K€ en 2018 contre 2 457 K€ en 2017) et des contributions de la Ville au syndicat mixte de Paris Métropole, au syndicat mixte du cimetière de Clamart et au syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne (117 K€ en 2018 contre 174 K€ en 2017).
- **Les subventions aux établissements publics et aux syndicats** restent stables à **659 K€**. Grâce à la mise en œuvre de la mutualisation la subvention du CCAS est limitée à 500 K€ depuis 2017. De plus, à compter de 2016, la subvention de fonctionnement du CLIC (Centre Local d'information et de coordination) à hauteur de 159 K€ est versée dans le cadre de la contractualisation de la Ville et du conseil départemental des Hauts de Seine.
- **Les dépenses liées à l'assemblée municipale et aux groupes d'élus** s'élèvent à **1 392 K€** en 2018. Elles sont en baisse de 1,3 % par rapport à 2017.
- **Les subventions pour contrainte de service public versées dans le cadre des contrats de DSP** sont en augmentation de 1,6 % passant de 2 106 K€ en 2017 à **2 141 K€** en 2018. Ce sont essentiellement les DSP des crèches qui concourent à cette augmentation en raison de la formule d'actualisation des contrats.
- **Conformément à la préconisation de la CRC, les admissions en non-valeurs** restent limitées à 150 K€ en 2018 (130 K€ en 2017). Le règlement intérieur sur les inscriptions et les nouvelles règles de paiement des factures d'activités portent également leurs fruits.

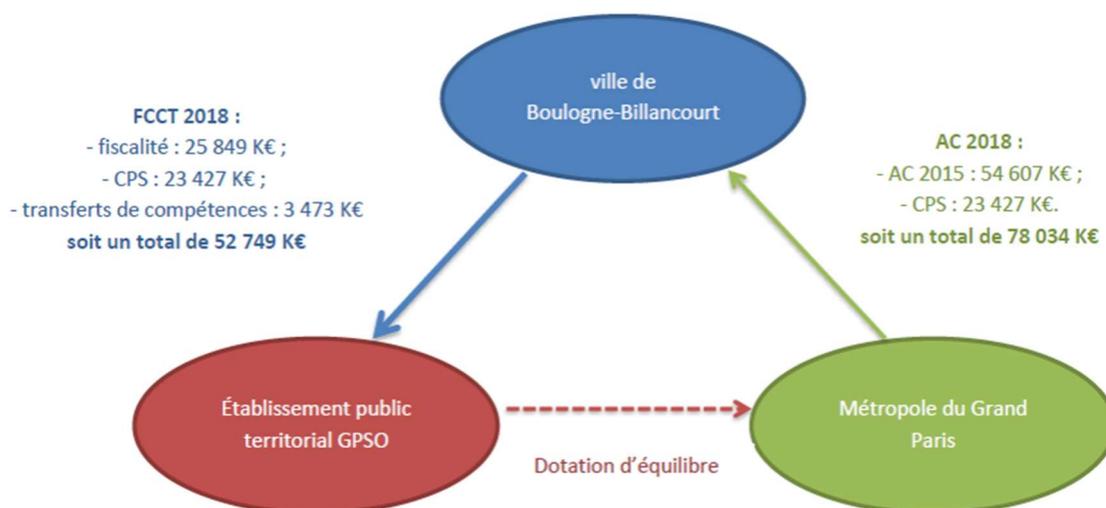
Les admissions en non valeurs depuis 2002

| en K€ | CA 2002 | CA 2003 | CA 2004 | CA 2005 | CA 2006 | CA 2007 | CA 2008 | CA 2009 | CA 2010 | CA 2011 | CA 2012 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 | |
|--------------------------|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------------------|---------|---------|---------|-----|
| admissions en non-valeur | 37,3 | 90,1 | 59,9 | 138,7 | 85,7 | 85,4 | 87,6 | 234,1 | 187,6 | 499,6 | 366,4 | 243,5 | 375,3 | 339,2 | 285,7 | 130,0 | 150,0 | |
| | Moyenne 2002-2008 | | | | | | | 91 | Moyenne 2009-2014 | | | | 318 | Moyenne 2015-2018 = | | | | 226 |
| | Somme 2002-2008 | | | | | | | 547 | Somme 2009-2014 | | | | 1 907 | Somme 2015-2018 = | | | | 905 |

- **Les autres dépenses** pour **41 K€**, qui englobent notamment les dépenses relatives aux indemnités versées aux instituteurs pour leurs logements (2 K€), aux frais médicaux pour les enfants lors des classes de découvertes et des colonies de vacances, la ristourne correspondant aux chèques déjeuners (21 K€) et la contribution au fonds de solidarité logement (18 K€).
- **FCCT = 52 749 K€**
Depuis la création de la MGP au 1er janvier 2016 le FCCT est l'unique flux financier entre la commune et l'EPT GPSO, ainsi au titre de la section de fonctionnement, il correspond à la somme de flux de dépenses et de recettes :

| En milliers d'euros | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Fiscalité ménage ³ | 24 755 | 25 337 | 25 849 |
| Compensation part salaire ⁴ | 23 427 | 23 427 | 23 427 |
| Transfert de compétences (hors aménagement) | 242 | 333 | 605 |
| Transfert de la compétence aménagement ⁵ | so | so | 1 518 |
| « 4 ^{ème} composante » | so | so | 1 350 |
| TOTAL | 48 424 | 49 097 | 52 749 |

En 2018, la Ville a perçu de la MGP pour le compte de l'EPT GPSO, 23 427 K€ au titre de la compensation parts salaires et, en direct par la DGFIP, 25 849 K€ au titre de la fiscalité directe, soit 49 276 K€. Ces recettes ont été intégralement reversées à l'EPT GPSO via le fonds de compensation des charges transférées (FCCT) d'un montant total de 52 749 K€, ce dernier comprenant par ailleurs les charges liées aux transferts de charges intervenus aux 1^{er} janvier 2016 et 2017 (333 K€) et la prise en charge en intégralité de la dette (intérêts et capital) liée à l'opération d'aménagement de la ZAC anciennement portée par l'ex-budget annexe Billancourt-Seguin.



| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|------------|------------|--------------|------------|--|--------------|--------------------------|--------------------------|
| Frais à rembourser (CRR, espaces verts, Pont Seibert, etc.) | 183 | 152 | 157 | 160 | 149 | 93 | -40,9% | 62,4% |
| Personnel mis à disposition (Espaces verts et voirie) | 372 | 307 | 382 | 390 | 390 | 379 | -0,8% | 97,2% |
| TOTAL autres | 555 | 459 | 539 | 550 | 539 | 472 | -12,5% | 87,6% |

³ Depuis le 1^{er} janvier 2016, recettes perçues par GPSO en 2015, revalorisées chaque année en fonction de l'évolution physique des bases.

⁴ Depuis le 1^{er} janvier 2016, recette antérieurement perçue par GPSO lorsqu'il avait le statut d'EPCI.

⁵ Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette ligne retrace les dépenses d'intérêt remboursées sur le budget annexe « Seguin-Rives de Seine » de GPSO.

d. Charges financières hors swaps

Les charges financières du budget principal se sont établies en 2018 à 4 503 K€. Leur augmentation par rapport à 2017 (2 426 K€) s'explique par le paiement d'indemnités liées aux remboursements anticipés d'emprunts effectués au cours de l'exercice (voir la partie C du présent rapport consacrée à la dette).

e. Subventions aux budgets annexes

Les subventions d'équilibre aux budgets annexes apparaissent en dépenses dans le budget principal et en recettes dans les budgets annexes concernés. Les écritures de ces budgets annexes font l'objet d'un développement détaillé ci-dessous (II).

Depuis 2018, les subventions d'équilibre provenant du budget principal ne concernent que les deux budgets annexes, Piscine-Patinoire et BBI Guide Pratique. Le budget annexe « Locations Immobilières » s'équilibre par des recettes propres.

| <i>en milliers €</i> | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------|--------------------|--------------------|
| Piscine-Patinoire | 1 420 | 955 | 1 185 | 1 091 | 1 116 | 1 115 | -5,9% | 99,9% |
| Publications | 340 | 320 | 410 | 324 | 404 | 400 | -2,4% | 98,9% |
| TOTAL | 1 760 | 1 275 | 1 595 | 1 415 | 1 520 | 1 515 | -5,0% | 99,6% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

f. Dépenses exceptionnelles

Les dépenses dites « exceptionnelles » sont en baisse de 6,2% passant de 1 225 K€ en 2017 à 1 149 K€ en 2018.

En 2018, les annulations de titres sur exercices antérieurs ont été moins importantes (- 184 K€). Le chéquier famille 2018 est quant à lui en augmentation pour répondre aux demandes tandis que l'allocation municipale de garde est stable.

Les autres charges exceptionnelles augmentent passant de 60 K€ en 2017 à 86 K€ en 2018.

| <i>en milliers €</i> | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------|--------------------|--------------------|
| allocation municipale de garde | 512 | 560 | 498 | 540 | 540 | 540 | 8,5% | 100,0% |
| chéquier famille | 318 | 318 | 235 | 300 | 290 | 288 | 22,4% | 99,3% |
| part. repas des élèves des écoles privées | 199 | 131 | 97 | 110 | 121 | 121 | 24,6% | 100,0% |
| autres bourses et prix | 68 | 74 | 76 | 82 | 57 | 39 | -48,9% | 68,4% |
| annulation de titres sur exercices antérieurs | 143 | 476 | 259 | 136 | 154 | 75 | -71,1% | 48,5% |
| autres charges exceptionnelles | 97 | 72 | 60 | 49 | 157 | 86 | 44,1% | 54,7% |
| TOTAL | 1 337 | 1 631 | 1 225 | 1 217 | 1 319 | 1 149 | -6,2% | 87,1% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

B- LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1. Les recettes d'investissement (y compris les emprunts nouveaux)

Les recettes de la section d'investissement s'établissent à 37 931 K€ en 2018 contre 32 619 K€ en 2017, en incluant les produits de cessions et les emprunts nouveaux. Hors cessions et emprunts, les ressources propres d'investissement s'établissent à 28 916 K€ contre 10 655 K€ en 2017, soit une augmentation de 171 %.

| en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total voté 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|--------------|---------------|---------------|---------------|---------------------------------------|---------------|--------------------------|--------------------------|
| FCTVA - a | 2 594 | 2 621 | 4 328 | 23 205 | 22 984 | 22 985 | 431,1% | 100,0% |
| Taxe locale d'équipement et taxe d'aménagement - b | 448 | 2 387 | 1 225 | 1 193 | 1 896 | 1 896 | 54,8% | 100,0% |
| Amendes de police - c | 1 152 | 1 274 | 1 774 | 1 774 | 2 004 | 2 004 | 13,0% | 100,0% |
| Subventions d'équipement - d | 161 | 5 165 | 3 097 | 1 386 | 1 386 | 1 782 | -42,5% | 128,6% |
| Cessions -e | 3 374 | 3 541 | 9 464 | 14 411 | 7 513 | 4 015 | -57,6% | 53,4% |
| Autres recettes - f | 687 | 59 | 232 | 120 | 371 | 249 | 7,1% | 67,1% |
| Recettes d'emprunt | 0 | 0 | 12 500 | 12 063 | 12 063 | 5 000 | -60,0% | 41,4% |
| Total recettes | 8 417 | 15 047 | 32 619 | 54 152 | 48 217 | 37 931 | 16,3% | 78,7% |

(*) Budget total 2018 : budget primitif 2018, décisions modificatives 2018 et virements de crédits

a. Le FCTVA

Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), calculé sur la base des dépenses d'investissement 2017, s'est élevé à **22 985 K€** en 2018 contre 4 328 K€ en 2017. Cette augmentation s'explique par la clôture de l'ex-budget annexe Billancourt-Seguin, le FCTVA lié aux dépenses effectuées sur ce budget, soit 17 994 K€, a été perçu sur le budget principal.

b. Taxe locale d'équipement et taxe d'aménagement

Depuis la réforme des taxes d'urbanisme, entrée en vigueur en mars 2012, la taxe locale d'équipement (TLE) s'est progressivement substituée à la taxe d'aménagement (TA). La Ville ne perçoit désormais plus que la TA. Le produit de cette taxe (**1 896 K€**), assise sur la valeur des ensembles immobiliers faisant l'objet d'une autorisation de construction, est très variable. Toutefois, le montant 2018 est en augmentation par rapport à 2017 (1 225 K€).

c. Amendes de police

Cette recette, répartie au niveau national après décision du comité des finances locales, a connu une hausse sensible, passant de 1 774 K€ en 2017 à **2 004 K€** en 2018. La somme versée par les services de l'État aux collectivités territoriales en 2018 résulte du nombre d'amendes constatées sur leur territoire en année 2016 multiplié par la valeur du point 2017. Cependant, la part du produit des amendes de police en Île-de-France, est répartie de la façon suivante : 25 % aux communes concernées, 25 % à la Région Île-de-France et 50 % au Syndicat des transports d'Île-de-France (Île-de-France Mobilités). L'augmentation ainsi constatée résulte à la fois d'une hausse de la valeur du point (24,87 € contre 24,82 € en 2016) et du nombre de procès-verbaux émis sur le territoire.

d. Subventions d'équipement

La Ville a perçu en 2018 un soutien de ses divers partenaires à la réalisation d'équipements et de travaux pour un montant total de 1 782 K€ (contre 3 097 K€ en 2017) correspondant :

- au solde des subventions accordées par le conseil départemental des Hauts-de-Seine dans le cadre du contrat de développement 2016-2018 pour le financement de la réhabilitation du complexe sportif Le Gallo (706 K€) et de l'école Billancourt (300 K€) ainsi que la subvention pour la restauration des archives municipales (5 K€) ;
- à l'acompte de la subvention départementale pour la crèche B5 (56 K€) reversé en intégralité à la SPL Val-de-Seine Aménagement ;
- au solde de la subvention accordée par le Département pour la vidéoprotection du complexe sportif Le Gallo (22 K€) ;
- aux acomptes des subventions accordées par le Conseil régional pour la réhabilitation du même stade (470 K€) ;
- aux soldes des subventions accordées pour la crèche Crestey (3 K€) dans le cadre de la réserve parlementaire et pour le gymnase Souriau (53 K€) ;
- au solde de la subvention accordée dans le cadre du FISAC (30 K€) ;
- à l'acompte de la subvention accordée en faveur des locaux associatifs du quartier du Pont-de-Sèvres dans le cadre de l'ANRU (10 K€) ;
- au solde de la subvention accordée par la CAF pour les travaux de la halte-garderie Parchamp (128 K€).

Le Département est le principal financeur de la Ville (61,1 % des subventions perçues en 2018) devant la Région (26,4 %). Les secteurs bénéficiaires sont principalement le sport (70,2 %), l'éducation (16,8 %) et la petite enfance (7,3 %).

e. Les cessions

Les produits de cessions sont constatés en fonctionnement (compte 775) mais constituent en réalité une ressource propre d'investissement, c'est pourquoi la prévision budgétaire est inscrite en section d'investissement. En 2018, la Ville a perçu en net **4 015 K€** au titre des cessions (6 215 K€ en intégrant l'écriture comptable équilibrée en dépense et en recette de 2 200 K€ du 24 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny) :

- De véhicules pour un montant total de 25 K€ ;
- Du local sis 43 rue Marcel Bontemps qui abrite l'établissement d'accueil des jeunes enfants et le service d'éducation spéciale et de soins (EAJE/SESSAD) à l'association Les Papillons blancs pour 1 330 K€ ;
- D'un terrain sis 24 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, pour le solde de 2 200 K€ (50% des 4 400 K€) ;
- D'un appartement et de chambres sis 22 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny pour un montant total de 261 K€ ;
- D'un ensemble immobilier sis 121 rue de Bellevue pour 199 K€.

f. Autres recettes

Ces recettes correspondent à des écritures de régularisations (ré-imputations de mandats émis sur des exercices antérieurs) pour 236 K€, à des dépôts de garantie (6 K€), et à une opération effectuée pour compte de tiers à hauteur de 7 K€ (débarras, nettoyage et désinfection d'un appartement).

g. Les emprunts nouveaux

Les emprunts nouveaux, soit 5 000 K€, correspondent aux deux contrats passés avec la Caisse d'épargne Ile de France pour 2 000 K€ et le Crédit agricole Ile de France pour 3 000 K€. Ces contrats sont à taux variable sans indemnité de remboursement anticipé.

2. Les dépenses d'investissement (y compris le remboursement de dette)

| Mouvements réels seuls en milliers € | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 A | BP 2018 | Budget total 2018 B (*) | CA 2018 C | Évolution en % C/A | Exécution en % C/B |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------------|---------------|--------------------|--------------------|
| Crédits de paiement | 18 957 | 31 998 | 44 288 | 47 518 | 42 957 | 24 132 | -45,5% | 56,2% |
| Autres (remboursement de taxes, cautions...) | 0 | 5 | 13 121 | 120 | 356 | 250 | -98,1% | 70,3% |
| Subvention au budget annexe Piscine Patinoire | 300 | 583 | 321 | 950 | 950 | 301 | -6,3% | 31,7% |
| Travaux en régie | 1 203 | 2 369 | 2 998 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 0,1% | 100,0% |
| Remboursement de dette | 6 343 | 6 382 | 6 403 | 41 686 | 38 805 | 34 626 | 440,8% | 89,2% |
| Total | 26 803 | 41 337 | 67 131 | 93 274 | 86 068 | 62 308 | -7,2% | 72,4% |

Sur le budget principal, les dépenses d'investissement étaient prévues à hauteur de 98,1 M€. Au **CA 2018**, elles sont de **63,2 M€**. Ces dépenses intègrent, notamment :

- **le remboursement de la dette** : 41,7 M€ prévus dont **34,6 M€ réalisés**. Les 7 M€ qui étaient prévus en plus des besoins réels afin d'avoir une capacité de désendettement supplémentaire n'ont pas été nécessaire au regard de la trajectoire de désendettement réalisé du CA 2018.
- Les autres dépenses : Le BP 2018 prévoyait une subvention pour financer les travaux de la Piscine-patinoire de 950 K€. Il n'a été dépensé que **301 K€ car les travaux effectués sur la Piscine et la patinoire** n'ont pas été aussi importants que prévus.
- Les dépenses d'équipement : Il s'agit des dépenses de travaux récurrents, de gros projets ou de subventions. En 2018, les **dépenses d'équipement s'élèvent à 24,1 M€** à comparer avec les prévisions à hauteur de 43 M€, soit un taux de réalisation de 56%. Ces dépenses sont dans la moyenne des dix dernières années.

a. Situation cumulée des AP et des CP en 2018

a.1 Les autorisations de programmes

Concernant le périmètre des dépenses d'équipement, la présentation retenue est identique à celle des années précédentes : sont ici examinés les comptes des classes 20 « Immobilisations incorporelles », 21 « Immobilisations corporelles » et 23 « Immobilisations en cours » en excluant les travaux en régie et les corrections d'actifs.

L'exécution des AP/CP en 2018 peut être synthétisée de la manière suivante (en K€).

| | AP votées pour 2018 et années suivantes | Reports 2017 | CP votés en 2018 | TOTAL CP 2018 | Mandaté 2018 | Restes à réaliser 2018 |
|-------------------------|---|--------------|------------------|---------------|---------------|------------------------|
| Budget principal | 89 474 | 0 | 42 957 | 42 957 | 24 132 | 0 |

Les réalisations sont détaillées ci-après par budget concerné, par autorisation de programmes (AP) et par crédits de paiement (CP).

Le montant total des AP pour 2018 et les années suivantes était de 89 474 K€ et se décomposait de la manière suivante :

- **36 631 K€ au titre des opérations récurrentes** concernant les travaux sur les bâtiments publics, l'acquisition de matériels informatiques et de biens mobiliers ;
- **12 096 K€ au titre des subventions d'équipement** versées à des tiers, telles que les subventions versées à GPSO, à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, ou encore les subventions pour surcharges foncières ;
- **40 746 K€ au titre des opérations dites "projet"** au sein desquelles il convient de signaler l'opération groupe scolaire Billancourt (2 107 K€), le plan sport (5 407 K€), le foyer de l'Olivier (4 359 K€), la crèche Gallieni-Bellevue (5 510K€) ainsi que les acquisitions immobilières (9 505 K€) étant précisé que ces montants ne correspondent pas au total des opérations depuis l'origine mais au reste à réaliser à partir de 2018

À la clôture de l'exercice 2018, compte tenu des réalisations 2018 (24 132 K€), des AP clôturées sur l'exercice (202 K€) et des restes à réaliser (0 K€), le montant des AP pour les années suivantes s'élève à 65 342 K€.

a.2 Les Crédits de Paiement

En 2018, le montant des CP votés s'est élevé à 42 957 K€. Ils ont été inscrits lors des délibérations budgétaires suivantes :

| | |
|-----------|------------|
| BP 2018 : | 47 518 K€ |
| DM : | - 4 561 K€ |

Compte tenu des crédits reportés de l'exercice 2018, la capacité de mandatement de l'exercice 2018 était de 42 957 K€ (contre 51 184 K€ en 2017).

Les reports de CP 2018 sur 2019, limités aux subventions d'investissement restant à verser, sont nuls.

b. Résultats d'exécution de l'exercice 2018

Les CP mandatés en 2018 se sont élevés à 24 132 K€, soit un taux de réalisation de 56 % par rapport à la capacité de mandatement. Les crédits non consommés s'élèvent à 18,9 M€ :

- **12,8 M€ sur les AP Projets :**
 - Le Gallo et GS Billancourt : 2,7 M€ prévus. Les 1,8 M€ d'abandons constatés à la clôture définitives des deux opérations en 2018 correspondent aux lignes prévues et non dépensées (aléas (5%) et divers frais).
 - Foyer de l'olivier : Prévus 4,2M€. La coque devait être réceptionnée en fin d'année. Du fait de la présence de défauts, le paiement est décalé à 2019 après la levée des réserves constatées. Les 3,9 M€ ont été réinscrits au budget 2019.
 - Acquisitions immobilières : 5,5 M€ de prévus. 3,4 M€ avaient été inscrits pour le versement du solde du terrain de l'ilot V, finalement la SPL s'est substituée à la Ville. Par ailleurs, le paiement des indemnités d'éviction de l'Eden Café de 1,3 M€ sera effectif en 2019.
- **0,2 M€ sur les AP Subventions :** Le fonds de concours à GPSO de 0,2 M€ pour le désamiantage du parking Bellefeuille n'a pas été appelé en 2018.
- **5,6 M€ sur les AP Récurrentes :** Sur les 5,6 M€ d'abandons, 4 M€ concernent des travaux pour des opérations décalées sur 2019 (travaux à Escudier, réaménagement du cimetière Pierre Grenier, réhabilitation club senior Carnot, achat de véhicules ...).

Les crédits réalisés sont présentés ci-dessous :

Services Généraux : **8 648K€** (contre 3 180 K€ en 2017).

Les opérations projets portent sur l'opération RH-santé au travail (35 K€), la GRC (57K€) et 33 K€ pour l'Ad'ap.

Les dépenses d'investissement récurrent enregistré sur cette fonction sont pour :

- 45% des acquisitions de matériel informatique, de logiciels et de réseau ;
- 38% des dépenses de travaux sur les bâtiments administratifs avec notamment l'aménagement des bureaux du service état civil, du salon central et de la salle des mariages ; 16% des dépenses d'acquisition d'équipements, de matériels et de mobiliers.

À ces dépenses, il convient d'ajouter la subvention versée à l'association diocésaine de 20 K€ pour les travaux du parvis de l'Église Ste Thérèse et 50 K€ pour les amis de Notre-Dame ainsi que la composante FCCT d'investissement (remboursement à l'euro l'euro de la Ville à l'EPT GPSO de l'ex-budget Billancourt Seguin) pour 4 744 K€.

Sécurité : **373 K€** (contre 391 K€ en 2017).

Les dépenses réalisées sur la fonction « Sécurité » en 2018 concernent la participation versée à la brigade des sapeurs-pompiers de Paris au titre des dépenses d'investissement (261 K€), l'opération de vidéoprotection (74 K€) et l'acquisition de matériels (38 K€).

Enseignement : **7 032 K€** (contre 14 388 K€ en 2017).

En 2018, les dépenses d'équipement réalisées en matière d'enseignement reposent essentiellement sur les travaux effectués dans les écoles existantes (904 K€ pour les écoles maternelles, 1 492 K€ pour les écoles élémentaires et 389 K€ pour les locaux de restauration scolaire), le plan numérique pour 1 831 K€ et sur l'achat de mobiliers et matériels (357 K€).

Les autres dépenses concernent l'opération de rénovation du groupe scolaire Billancourt et l'adaptation temporaire du collège du Vieux Pont pour 1 055 K€, l'accessibilité pour 52 K€ et 884 K€ pour l'école du Numérique.

Culture : **1 351 K€** (contre 2 165 K€ en 2017).

Les dépenses d'équipement relatives à la fonction "Culture" comprennent notamment :

- Les dépenses récurrentes (1 324 K€). Ces dépenses concernent la rénovation des bâtiments (dont la modernisation de l'ascenseur de l'Espace Landowski, des aménagements dans la médiathèque et dans le château Buchillot) ainsi que les acquisitions culturelles telles que la création du nouveau musée Landowski, les fonds documentaires, œuvres d'art, équipements scéniques pour un montant de 823 K€ ;
- Des subventions d'équipement pour 14 K€ ;
- Des travaux d'accessibilité pour 13 K€.

Sports : **3 532 K€** (contre 16 381 K€ en 2017).

Les dépenses d'équipement rattachées à la fonction "Sports" concernent :

- La phase 2 des travaux du complexe sportif Le Gallo dans le cadre du plan sport (1 890 K€) ;
- Les travaux et interventions sur l'ensemble des bâtiments sportifs de la Ville (1 190 K€) tels le remplacement du transformateur et la réfection du sol de la salle de karaté du Cosec ou la réfection de la piste de course du gymnase Denfert-Rochereau ;
- L'acquisition de matériels et équipements sportifs (55K€) ;
- Des travaux d'accessibilité pour 35 K€ ;
- Des subventions d'équipement à diverses associations (360 K€) dont 150 K€ pour l'ACBB, et 200 K€ pour Course au Large 92.

Jeunesse : **131 K€** (contre 138 K€ en 2016).

Il s'agit principalement de dépenses de travaux dans les centres de loisirs (5 K€) ainsi que l'acquisition d'équipements (55 K€) pour les activités de la jeunesse. Par ailleurs, 21 K€ de subventions d'équipement ont été versées en 2018 à plusieurs associations boulonnaises.

Actions Sociales : **360 K€** (contre 202 K€ en 2017).

Les dépenses d'équipement au titre de l'action sociale ont concerné en 2018 les travaux du foyer d'hébergement l'Olivier (275 K€), les aménagements réalisés dans le cadre du FIPHP (4 K€), les travaux sur les bâtiments dédiés à l'action sociale (80 K€), dont le remplacement du système de sécurité incendie.

Famille : **1 287 K€** (contre 1 530 K€ en 2017).

Les dépenses d'équipement rattachées à la fonction "famille" concernent :

- les premières dépenses d'équipement de la crèche Gallieni Bellevue (388 K€) ;
- les études et travaux de l'agenda Ad'ap (15 K€) ;
- les travaux et interventions sur l'ensemble des bâtiments de petite enfance et d'accueil des seniors (75 K€) avec par exemple le réaménagement de la crèche des Guérets et une rénovation du club séniors Rose Bernard ;
- l'acquisition de matériels et équipements (116 K€).

Logement : **773 K€** (contre 120 K€ en 2017).

Ce poste est constitué de travaux sur le patrimoine privé de la Ville (46 K€) et de surcharges foncières (727K€).

Urbanisme : **177 K€** (contre 39 K€ en 2017).

Cette opération comprend des études pour 21 K€ et 156 K€ de fonds de concours à GPSO pour des opérations de voirie.

Opérations d'Aménagement : **39 K€** (contre 5 461 K€ en 2017).

Les réalisations constatées en 2018 sur cette fonction concernent des frais d'acquisitions immobilières et des diagnostics.

Voirie/environnement/politique de la ville : **231 K€** (contre 209 K€ en 2017)

Les dépenses de voirie et d'espaces verts concernent principalement les interventions sur les bouches à incendie (171 K€), des travaux dans les locaux des cantonniers et pour les espaces verts au titre du groupement de commandes.

De plus, 12 K€ ont été dépensés au titre des autorisations d'urbanisme.

Actions économiques : **197 K€** (contre 83 K€ en 2017).

Les dépenses concernent les interventions sur les marchés d'approvisionnement (175 K€) et le FISAC (21 K€).

À la clôture de l'exercice 2018 les réalisations du programme d'accessibilité des bâtiments (AD'Ap), tel que validé par la délibération n°26 du 16 juin 2016, sont les suivantes :

Sur les 48 établissements concernés par l'Ad'ap de Boulogne-Billancourt au titre des deux premières années, 32 ont fait l'objet d'un dossier complet envoyé et validé en Préfecture par la Ville et 4 dossiers, confiés à des maîtres d'œuvre extérieurs, sont actuellement en cours d'élaboration. 11 établissements ont déjà reçu, après réalisation des travaux, un certificat d'accessibilité sans réserve (comme le groupe scolaire Billancourt Voisin, les crèches Long près, Crestey ou de la ferme...) et d'autres sont en voie d'achèvement pour disposer de ce certificat.

Sur les 12 dossiers restants certains ont été reportés pour s'adapter aux modifications patrimoniales de la ville et aux calendriers des réhabilitations prévues sur les établissements.

Un rapport d'étape portant sur les 4,5 premières années sera à fournir à la Préfecture en avril 2021.

c. Les opérations d'ordre

Les opérations d'ordre étant toujours équilibrées, elles ne modifient pas le résultat global du compte administratif mais les résultats respectifs des deux sections du budget.

| <i>en milliers €</i> | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Recettes de fonctionnement | 3 074 | 7 996 | 3 384 | 7 996 | 4 696 |
| Dépenses de fonctionnement | 17 708 | 44 041 | 19 091 | 44 041 | 26 314 |
| Solde fonctionnement (a) | -14 634 | -36 045 | -15 707 | -36 045 | -21 618 |
| Recettes d'investissement | 41 410 | 49 020 | 21 014 | 49 020 | 31 181 |
| Dépenses d'investissement | 26 776 | 12 975 | 5 306 | 12 975 | 9 563 |
| Solde investissement (b) | 14 634 | 36 045 | 15 707 | 36 045 | 21 618 |
| Total effet mouvements d'ordre (a+b) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

c.1 Nature des opérations

En 2018, les opérations d'ordre représentent 35 877 K€. Pour la section de fonctionnement, les recettes sont de 4 696 K€ et les dépenses de 26 314 K€. Le solde, soit -21 618 K€, réduit l'autofinancement réel dégagé sur la section de fonctionnement par un transfert vers la section d'investissement permettant notamment de diminuer à due proportion le besoin de financement.

En section d'investissement, les recettes s'élèvent ainsi à 31 181 K€ et les dépenses à 9 563 K€.

Cessions d'actifs

Lorsque la Ville vend un bien inscrit dans son patrimoine, la réglementation comptable prévoit la constatation de la sortie de l'actif pour la valeur nette comptable du bien cédé et la constatation d'une part, de la vente, et d'autre part, de la différence entre la valeur comptable et la vente. Le produit de ces ventes est transféré en section d'investissement.

Pour les ventes intervenues en 2018, les inscriptions budgétaires du compte administratif sont les suivantes :

- Pour les sorties d'actifs, en dépenses de fonctionnement (compte 675) et en recettes d'investissement (comptes 21) un montant de 2 488 K€ ;
- Pour la constatation des plus-values, en dépenses de fonctionnement (compte 676) et en recettes d'investissement (compte 192), un montant de 4 683 K€ ;
- Pour la constatation de moins-values en 2017 (compte 776 en recettes de fonctionnement et compte 192 en dépenses d'investissement), un montant de 956 K€.

Les amortissements

En application de la nomenclature M14, certaines acquisitions (pour l'essentiel les biens meubles) doivent être amorties à partir de l'année suivant leur entrée dans l'actif de la Ville, les durées d'amortissement ayant été fixées par délibérations du conseil municipal.

En 2018, les dotations techniques apparaissent en dépenses de fonctionnement (compte 6811) et en recettes d'investissement (comptes 2805, 2808 et 281) pour 12 767 K€.

Les amortissements des frais d'études s'élèvent à 215 K€ en dépenses de fonctionnement (compte 6811) et recettes d'investissement (compte 2802, 28031 et 28033).

Les amortissements des subventions d'équipement s'élèvent à 3 303 K€ en dépenses de fonctionnement (compte 6811) et recettes d'investissement (compte 2804).

Provision pour dépréciation des comptes des actifs circulants

En 2018, les informations communiquées par le trésorier municipal en matière de restes à recouvrer conduisent à augmenter la provision pour créances irrécouvrables de 180 K€.

Provision et reprise de provision pour risques et charges

La provision constituée au titre des contentieux a fait l'objet d'une reprise (633 K€) à la suite des jugements rendus par le tribunal d'instance et la cour administrative d'appel ne donnant pas lieu à un recours de la partie adverse. Par ailleurs, la provision a dû être abondée de 2 679 K€ pour couvrir le risque de charges résultant de divers litiges.

Dons et legs

En 2018, aucun don ni legs n'ont été reçus.

Transfert de frais d'études

Ces mouvements consistent à transférer les frais d'études (comptes 2031) et d'insertion (compte 2033), réalisés antérieurement et se rattachant à des programmes d'équipement ayant connu un début d'exécution, sur des comptes d'immobilisations en cours (comptes 23 et 21). Ces écritures d'un montant de 2 555 K€ sont équilibrées en dépenses (comptes 205, 21 et 23) et en recettes (compte 203).

Récupération d'avances sur marché

Suivant les modalités indiquées dans les marchés concernés, les avances accordées par la collectivité doivent être remboursées par les titulaires des marchés. Cette année, leur montant s'élève à 115 K€ en dépenses (comptes 21 et 23) et en recettes (238).

Les travaux et les études en régie

Il s'agit d'immobilisations créées par la Ville pour elle-même. Ont été comptabilisés en 2018 des travaux et des études pour 3 000 K€ (recettes au compte 72, dépenses aux comptes 2031 et 2313).

Reprise subventions transférables

Les subventions transférables participent au financement des immobilisations amortissables par une écriture inverse au flux d'amortissement. Elles doivent faire l'objet chaque année d'une reprise à la section de fonctionnement (compte 777) et disparaître du bilan simultanément à l'amortissement de l'immobilisation (compte 139). Cette année la reprise s'élève à 107 K€.

De plus, des subventions transférables, déjà perçues pour des biens devenus non amortissables, ont été régularisées par des écritures équilibrées en dépenses (compte 132) et en recettes (compte 131) pour un total de 48 K€.

c.2 Tableau récapitulatif des opérations d'ordre

| <i>en milliers €</i> | Dépenses de fonctionnement | | | Recettes d'investissement | | |
|--|----------------------------|--------|---------------|---------------------------|---|---------------|
| <u>Désignation de l'opération</u> | Fonction | Compte | Montant | Fonction | Compte | Montant |
| Valeur nette comptable des immobilisations cédées | 934 | 675 | 2 488 | 914 | 21 | 2 488 |
| Plus-Value des immobilisations cédées | 934 | 6761 | 4 683 | 914 | 192 | 4 683 |
| Autres charges exceptionnelles | 934 | 678 | 0 | 914 | 271 | 0 |
| Cessions d'actifs | | | 7 171 | | | 7 171 |
| Amortissements techniques | 934 | 6811 | 12 767 | 914 | 2805;2808;281 | 12 767 |
| Amortissements des frais d'études | 934 | 6811 | 215 | 914 | 2802;28031; 28033 | 215 |
| Amortissements des subventions d'équipement versées | 934 | 6811 | 3 303 | 914 | 2804 | 3 303 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles | | | 16 285 | | | 16 285 |
| Dotations aux amortissements des charges financières à répartir | 934 | 6862 | 0 | 914 | 4817 | 0 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants | 934 | 6817 | 180 | 914 | 4912 | 180 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant | 934 | 6815 | 2 679 | 914 | 15112 | 2 679 |
| TOTAL dépenses de fonctionnement | | | 26 314 | | Sous-total recettes d'investissement | 26 314 |

| <i>en milliers €</i> | Dépenses d'investissement | | | Recettes de fonctionnement | | |
|--|---------------------------|--------|--------------|----------------------------|---|--------------|
| <u>Désignation de l'opération</u> | Fonction | Compte | Montant | Fonction | Compte | Montant |
| Moins-Value des immobilisations cédées | 914 | 192 | 956 | 934 | 7761 | 956 |
| Etudes en régie (immobilisations incorporelles) | 914 | 2031 | 1 772 | 934 | 721 | 1 772 |
| Travaux en régie (immobilisations corporelles) | 914 | 2313 | 1 228 | 934 | 722 | 1 228 |
| Travaux et études en régie | | | 3 000 | | | 3 000 |
| Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants | 914 | 4912 | 0 | 934 | 7817 | 0 |
| Dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement courant | 914 | 15112 | 633 | 934 | 7815 | 633 |
| Reprise subventions transférables | 914 | 139 | 107 | 914 | 777 | 107 |
| Sous-total dépenses d'investissement | | | 4 696 | | Total recettes de fonctionnement | 4 696 |

| <i>en milliers €</i> | Dépenses d'investissement | | | Recettes d'investissement | | |
|--|---------------------------|--------|---------------|---------------------------|--------|---------------|
| <u>Désignation de l'opération</u> | Fonction | Compte | Montant | Fonction | Compte | Montant |
| Dons et legs en capital | 910 | 2161 | 0 | 910 | 10251 | 0 |
| Opérations afférentes à l'emprunt | | | 0 | 910 | 16449 | 0 |
| Transfert frais d'études et récupération d'avances sur marchés | 910 | 23 | 1 637 | 910 | 20 | 2 555 |
| | 910 | 21 | 889 | | | |
| | 910 | 2051 | 144 | | 238 | 115 |
| Total transfert études et récupération d'avances sur marché | | | 2 670 | | | 2 670 |
| Régularisation des subventions transférables en non transférables | 910 | 132 | 48 | 910 | 131 | 48 |
| Cession à titre gratuit | 910 | 2044 | 2 150 | 910 | 21312 | 2 150 |
| Transferts droits à déduction de TVA | 910 | 2762 | 0 | 910 | 21 | 0 |
| Sous-total dépenses et recettes d'investissement | | | 4 867 | | | 4 867 |
| TOTAL dépenses et recettes d'investissement | | | 9 563 | | | 31 181 |
| TOTAL GENERAL | | | 35 877 | | | 35 877 |

d. Restes à réaliser

En 2018, aucune dépense n'est à reporter, l'état des restes à réaliser est donc nul.

C- RÉSULTAT DE L'EXERCICE (M14)

L'excédent de la section de fonctionnement du seul budget principal s'élève à 29 309 K€, hors recette de cessions. Le report à nouveau excédentaire de l'exercice 2017 (7 345 K€ pour le budget principal et 7 508 K€ pour l'ex-budget annexe Billancourt Seguin) porte ce résultat à 44 162 K€.

Après prise en compte du besoin de financement de la section d'investissement de 17 711 K€ et des reports d'investissement (0 K€ en dépenses), le résultat net de clôture est ramené à **26 451 K€**.

Le résultat d'exécution 2018 du budget principal de la maquette M14, comme les résultats d'exécution des budgets annexes (détaillés dans la partie II du présent rapport), a fait l'objet d'une reprise anticipée au BP 2019.

| RÉSULTATS DU BUDGET PRINCIPAL (M14) | CA2015 | CA2016 | CA2017 | CA2018 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| mouvements réels (cessions retraitées) | | | | |
| Recettes de fonctionnement (hors cessions) | 194 070 | 237 540 | 233 752 | 238 025 |
| Travaux en régie | 2 369 | 2 998 | 2 998 | 3 000 |
| Restes à réaliser en fonctionnement | | | 0 | 0 |
| Total recettes de fonctionnement (1) | 194 070 | 237 540 | 236 751 | 241 025 |
| Dépenses de fonctionnement | 173 259 | 214 628 | 218 587 | 211 716 |
| Restes à réaliser en fonctionnement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total dépenses fonctionnement (2) | 173 259 | 214 628 | 218 587 | 211 716 |
| Résultat de l'exercice (3) = 1-2 | 20 811 | 22 912 | 18 164 | 29 309 |
| Résultat antérieur reporté de fonctionnement hors RAR (4)(yc Billancourt Seguin) | 7 534 | 11 149 | 10 581 | 14 853 |
| Résultat cumulé de fonctionnement (5) =3+4 | 28 345 | 34 061 | 28 745 | 44 162 |
| Recettes d'investissement (yc cessions) (6) | 26 381 | 18 422 | 56 296 | 45 064 |
| Dépenses d'investissement (7) | 27 990 | 41 976 | 67 132 | 64 508 |
| dont travaux en régie | 2 369 | 2 998 | 2 998 | 3 000 |
| dont CP | 19 157 | 31 998 | 44 288 | 24 132 |
| Solde des résultats antérieurs d'investissement (8)(yc Billancourt Seguin) | -17 514 | -2 924 | -10 564 | 1 733 |
| Besoin de financement (9) = 6-7+8 | -16 755 | -23 480 | -21 400 | -17 711 |
| Résultat brut (10) =3+4+9 | 11 590 | 10 581 | 7 345 | 26 451 |
| Reports Recettes (11) | | | | |
| Reports Dépenses (12) | 450 | 0 | 0 | 0 |
| Résultat disponible(13) = 10+11-12 | 11 140 | 10 581 | 7 345 | 26 451 |
| Fonds de roulement de l'exercice hors RAR | 11 590 | 10 581 | 7 345 | 26 451 |

D- LA DETTE

La dette et l'évolution de celle-ci ont fait l'objet d'un précédent **rapport présenté par l'exécutif lors du conseil municipal du 21 février dernier**. Ce rapport dresse un état des lieux de la dette consolidée au 31 décembre 2018, caractérisée par :

- Un encours de dette consolidé qui s'élève à 64 939 K€ pour le budget principal et à 8 931 K€ pour le budget annexe Piscine-Patinoire, soit un total de 73 870 K€ ;

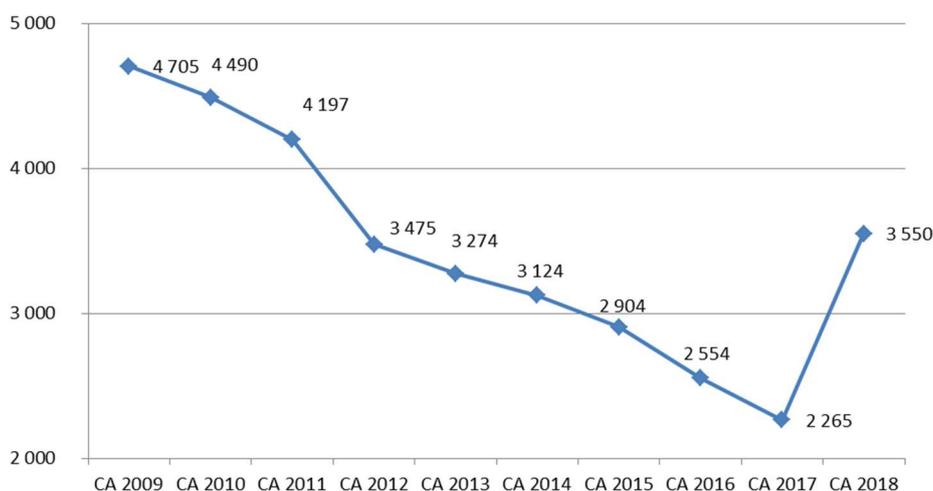
- Une diminution de moitié de l'encours (budget principal et budget annexe Piscine Patinoire) au cours des dix dernières années (soit - 82 074 K€ sur la période). La dette est, en effet, passée de 155 914 K€ en 2008 à 73 870 K€ en 2018 ;
- Une gestion prudente et une dette totalement sécurisée au sens de la charte de bonne conduite, dépourvue de tout produit structuré ;
- Une répartition équilibrée entre taux variable (34,8 %), variable couvert (30 %) et fixe (35,2 %), dans un environnement de taux courts toujours très favorables ;
- Un taux moyen de la dette consolidée performant (2,64 %), qui résulte notamment des opérations de gestion active menées au cours de ces dernières années ;
- Une capacité de désendettement consolidée de 2 ans et 4 mois.

Dans le cadre de la stratégie de gestion active et de sécurisation de la dette menée depuis plusieurs années, ce rapport a présenté les actions réalisées en 2018, notamment le remboursement anticipé intégral de la dette de l'ex-budget annexe Billancourt-Seguïn intégrée au budget principal à hauteur de 27,6 M€, ainsi que les perspectives d'évolution de l'endettement et la gestion de la dette pour l'année suivante.

a. Les charges financières

Au total, les charges financières, nettes des *produits financiers*, se sont élevées à **3 550 K €**, soit une augmentation faciale de 56,7 % par rapport à 2017 (2 265 K€). Cette augmentation doit être retraitée des indemnités dues au titre de l'opération de remboursement anticipé intégral de la dette de l'ex-budget annexe Billancourt-Seguïn (1 879 K€). Les frais financiers ainsi retraités s'établissent à **1 671 K€**, soit une diminution de 26 % par rapport à 2017.

Evolution 2009-2018 des charges financières nettes (en K€)



Les principaux mouvements liés aux charges financières sont les suivants :

| En milliers d'euros | CA 2009 | CA 2010 | CA 2011 | CA 2012 | CA 2013 | CA 2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| (I) Charges financières (et charges assimilées) - A + B | 5 391 | 5 242 | 4 755 | 3 941 | 3 742 | 3 508 | 3 214 | 2 799 | 2 427 | 4 503 |
| Intérêts dette long terme B. ppal (66111 + 66112) | 3 200 | 4 202 | 4 128 | 3 350 | 3 167 | 2 967 | 2 740 | 2 489 | 2 238 | 1 696 |
| Intérêts dette court terme (6615 + 6618) | 562 | 309 | 63 | 20 | - | 88 | 57 | 27 | 20 | 28 |
| Commissions diverses, dont indemnité RA (668) | 916 | 84 | 123 | 143 | 167 | 128 | 151 | 78 | 41 | 1 907 |
| Charges financières des SWAPS (668) | 713 | 646 | 441 | 426 | 409 | 325 | 266 | 204 | 128 | 872 |
| (II) Produits financiers (Total compte 76 - Budget principal) | 686 | 751 | 558 | 465 | 468 | 384 | 310 | 245 | 162 | 954 |
| Produits financiers des SWAPS (7688) | 686 | 751 | 558 | 465 | 467 | 384 | 310 | 245 | 162 | 954 |
| (I) - (II) Charges financières nettes | 4 705 | 4 490 | 4 197 | 3 475 | 3 274 | 3 124 | 2 904 | 2 554 | 2 265 | 3 550 |

Les frais financiers du budget principal se décomposent ainsi :

- 2 696 K€ d'intérêts de dette long terme dont il faut retirer 999 K€ de variation des intérêts courus non échus de la dette long terme, soit **1 696 K€** ;
- **28 K€** d'intérêts de dette court terme imputables au budget principal (lignes de trésorerie, billets de trésorerie et tirages infra-annuels sur les contrats revolving) ;
- **1 907 K€** de commissions diverses dont 29 K€ pour les commissions de non-utilisation et frais de dossier des nouveaux contrats et 1 879 K€ d'indemnités pour remboursement anticipé ;
- **872 K€** de swaps dont 654 K€ au titre du remboursement anticipé du swap transféré de l'ex-budget annexe Billancourt-Seguin.

b. Les opérations en capital

La synthèse des écritures de dette du budget principal (comptes de la classe 16) se présente ainsi :

| Dépenses au compte 16 (Opérations réelles - en K€) | | Recettes au compte 16 (Opérations réelles - en K€) | |
|---|---------------|---|---|
| Amortissement des emprunts revolving consolidés | 3 022 | - | Emprunts revolving consolidés |
| Amortissement des autres emprunts classiques | 6 463 | 5 000 | Emprunts classiques |
| Amortissement des emprunts CAF | 61 | - | Emprunts CAF |
| Total amortissement des emprunts (A) | 9 546 | 5 000 | Total emprunts nouveaux (A) |
| Remboursement anticipé emprunts (B) | 25 080 | | |
| Dépôts et cautionnements remboursés (C) | 7 | 6 | Dépôts et cautionnements reçus (B) |
| TOTAL COMPTE 16 (hors écritures équilibrées) (A) + (B) + (C) | 34 632 | 5 006 | TOTAL COMPTE 16 (hors écritures équilibrées) (A) + (B) |
| Refinancement de la dette (D) | - | - | Refinancement de la dette (C) |
| Écritures équilibrées au titre de l'utilisation des contrats revolving en lignes de trésorerie (E) | 0 | 0 | Écritures équilibrées au titre de l'utilisation des contrats revolving en lignes de trésorerie (D) |
| TOTAL COMPTE 16 (écritures équilibrées) (D) + (E) | 0 | 0 | TOTAL COMPTE 16 (écritures équilibrées) (C) + (D) |
| TOTAL COMPTE 16 = (A) + (B) + (C) + (D) + (E) | 34 632 | 5 006 | TOTAL COMPTE 16 = (A) + (B) + (C) + (D) |

Hors écritures équilibrées, les dépenses réelles totales du budget principal au compte 16 se sont élevées à 34 632 K€ en 2018 contre 6 409 K€ en 2017.

Ce montant comprend principalement l'amortissement de la dette bancaire, à hauteur de 9 546 K€, dont les échéances en capital avant le remboursement anticipé intégral des emprunts transférés de l'ex-budget annexe Billancourt-Seguin (25 080 K€) et le remboursement de dépôts et cautionnements reçus, pour 7 K€.

L'amortissement de la dette bancaire (9 546 K€) correspond à :

- *l'amortissement des emprunts revolving consolidés* (c'est-à-dire amortis), pour 3 022 K€ (inscrit au compte 16441) ;
- *l'amortissement des autres emprunts bancaires* à taux fixe ou à taux variable, pour 6 463 K€ (inscrit au compte 1641) ;
- *l'amortissement de prêts à taux 0 % consentis par la caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine (CAF)* au titre de structures périscolaires ou de petite enfance, pour 61 K€ (inscrit au compte 16818).

Les recettes réelles totales du budget principal au compte 16 se sont quant à elles élevées à **5 006 K€**. Elles correspondent aux emprunts nouveaux (5 000 K€) contractés au cours de l'exercice et à l'encaissement de dépôts et cautionnements (6 K€).

Sur le budget principal, aucune opération de refinancement n'a été opérée et les contrats revolving n'ont pas été mobilisés pour le financement des besoins de trésorerie. C'est pourquoi aucune écriture équilibrée n'est constatée sur ce budget.

c. L'encours de dette au 31 décembre 2018

Au 31 décembre 2018, l'encours de dette du budget principal s'établit à **64 939 K€**.

Après ajout de la dette du budget annexe piscine-patinoire, d'un montant de **8 931 K€**, l'encours de dette consolidée à cette même date s'élève à **73 870 K€ (contre 155 914 M€ en 2008)**, s'inscrivant ainsi dans le mouvement de repli initié depuis 2008 (- 82 044 K€ sur la période, soit - 53%).

| | au 31/12/2008 | au 31/12/2009 | au 31/12/2010 | au 31/12/2011 | au 31/12/2012 | au 31/12/2013 | au 31/12/2014 | au 31/12/2015 | au 31/12/2016 | au 31/12/2017 | au 31/12/2018 |
|--------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Encours global de dette | 155 914 | 149 202 | 134 877 | 115 576 | 104 386 | 91 470 | 84 474 | 77 436 | 70 571 | 76 339 | 73 870 |
| budget principal | 138 144 | 131 962 | 119 997 | 106 141 | 90 529 | 79 420 | 73 734 | 67 391 | 61 009 | 67 106 | 64 939 |
| dont emprunts classiques | 138 144 | 131 962 | 119 997 | 106 141 | 90 529 | 79 420 | 73 734 | 67 391 | 61 009 | 67 106 | 64 939 |
| - dont emprunts taux fixes | 54 897 | 81 879 | 73 050 | 64 063 | 56 538 | 50 343 | 46 042 | 41 083 | 36 086 | 31 067 | 26 011 |
| - dont emprunts taux variables | 83 247 | 50 084 | 46 947 | 42 077 | 33 991 | 29 077 | 27 692 | 26 308 | 24 923 | 36 039 | 38 929 |
| budgets annexes | 17 770 | 17 240 | 14 880 | 9 435 | 13 857 | 12 050 | 10 740 | 10 045 | 9 562 | 9 233 | 8 931 |
| dont emprunts classiques | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 862 | 4 130 | 6 613 |
| - Piscine - Patinoire | - | - | - | - | - | - | - | - | 1 862 | 4 130 | 6 613 |
| dont tirages revolving | 17 770 | 17 240 | 14 880 | 9 435 | 13 857 | 12 050 | 10 740 | 10 045 | 7 700 | 5 103 | 2 318 |
| - Locations Immobilières | 1 100 | 685 | 390 | 155 | - | - | - | - | - | - | - |
| - Piscine - Patinoire | 16 670 | 16 555 | 14 490 | 9 280 | 13 857 | 12 050 | 10 740 | 10 045 | 7 700 | 5 103 | 2 318 |

Ainsi, à cette même date, l'encours de la dette de la Ville est classé 100 % 1A au sens de la charte de bonne conduite (dite charte « Gissler »), soit le niveau de risque le plus faible existant.

II - LES BUDGETS ANNEXES

A- PISCINE PATINOIRE

En section de fonctionnement, les dépenses réelles de l'exercice 2018 (898 K€) comprennent la subvention pour contrainte de service public versée par la Ville au délégataire (881 K€), 15 K€ de frais financiers et 2 K€ de charges à caractère général.

Enfin, 4 K€ d'opérations d'ordre ont été réalisés au titre de l'amortissement des biens.

Le total des dépenses de fonctionnement est ainsi de 902 K€.

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 2 704 K€ correspondant à la subvention du budget principal (1 115 K€) ainsi qu'à un remboursement de l'assurance à la suite du dommage-ouvrage (1 589 K€).

En investissement, les dépenses réelles s'élèvent à 5 622 K€ et comprennent des travaux d'entretien de la piscine et de la patinoire (301 K€), la contrepartie de l'opération d'ordre comptabilisée pour retracer le désendettement constaté en 2017 au titre des tirages revolving remboursés en janvier 2018 (5 103 K€) ainsi que le remboursement des emprunts classiques de 217 K€. Les dépenses d'ordre de 2 840 K€ constatent la baisse de plafond du contrat revolving (2 786 K€), les écritures de TVA que la Ville a récupérée par le mécanisme du transfert au délégataire du droit à déduction sur les dépenses d'investissement 2017 (41 K€) et le transfert des études en immobilisations en cours (12 K€). **Le total des dépenses d'investissement est ainsi de 8 461 K€.**

Les recettes réelles d'investissement s'élèvent à 5 652 K€ et correspondent à l'emprunt d'équilibre mobilisé en fin d'exercice à hauteur de 5 018 K€ (dont 2 318 K€ au titre de l'emprunt revolving), au résultat reporté de 2017 (292 K€), à la subvention du budget principal finançant les investissements 2018 (301 K€) ainsi qu'aux écritures liées au transfert du droit à déduction de TVA (41 K€). Les recettes d'ordre d'investissement de 2 843 K€ se composent des écritures liées au transfert du droit à déduction de TVA (41 K€), de l'opération comptabilisée pour retracer le désendettement constaté en 2017 au titre des tirages revolving remboursés en janvier 2018 (2 786 K€), des amortissements (3 K) et du transfert des études en immobilisations en cours (12 K€). **Le total des recettes d'investissement est ainsi de 8 496 K€.**

L'encours de dette du budget annexe Piscine - Patinoire est de 8 931 K€ au 31 décembre 2018.

Compte tenu des résultats antérieurs (24 K€ en fonctionnement et -292 K€ en investissement), **l'excédent global de clôture est de 1 568 K€.**

| RESULTATS PISCINE-PATINOIRE en K€ | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|---------------|--------------|--------------|--------------|
| <u>mouvements réels+ordre en euros</u> | | | | |
| Recettes de fonctionnement | 1 420 | 955 | 1 185 | 2 704 |
| Restes à réaliser en fonctionnement | | | | |
| Total recettes de fonctionnement (1) | 1 420 | 955 | 1 185 | 2 704 |
| Dépenses de fonctionnement | 929 | 911 | 899 | 902 |
| Restes à réaliser en fonctionnement | | | | |
| Total dépenses fonctionnement (2) | 929 | 911 | 899 | 902 |
| Résultat de l'exercice (3) = 1-2 | 491 | 44 | 286 | 1 802 |
| Résultat antérieur reporté de fonctionnement hors RAR (4) | 13 | 31 | 30 | 24 |
| Résultat cumulé de fonctionnement (5) = 3+4 | 505 | 75 | 316 | 1 826 |
| Recettes d'investissement (6) | 11 842 | 13 017 | 14 504 | 8 496 |
| Dépenses d'investissement (7) | 11 622 | 12 588 | 14 752 | 8 461 |
| <i>dont CP</i> | 136 | 175 | 249 | 301 |
| Solde des résultats antérieurs d'investissement (8) | -693 | -474 | -44 | -292 |
| Besoin de financement (9) = 6-7+8 | -474 | -44 | -292 | -258 |
| Résultat brut (10) = 3+4+9 | 31 | 30 | 24 | 1 568 |
| Résultat disponible (13) =10 | 31 | 30 | 24 | 1 568 |
| Encours de dette au 31 décembre | 10 045 | 9 562 | 9 234 | 8 931 |

B- LOCATIONS IMMOBILIÈRES

| RÉSULTATS LOCATIONS IMMOBILIÈRES en K€ | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <u>mouvements réels+ordre en euros</u> | | | | |
| Recettes de fonctionnement | 185 | 163 | 146 | 147 |
| Restes à réaliser en fonctionnement | | | | |
| Total recettes de fonctionnement (1) | 185 | 163 | 146 | 147 |
| Dépenses de fonctionnement | 71 | 73 | 81 | 192 |
| Restes à réaliser en fonctionnement | | | | |
| Total dépenses fonctionnement (2) | 71 | 73 | 81 | 192 |
| Résultat de l'exercice (3) = 1-2 | 114 | 91 | 65 | -45 |
| Résultat antérieur reporté de fonctionnement hors RAR (4) | 264 | 378 | 469 | 534 |
| Résultat cumulé de fonctionnement (5) = 3+4 | 378 | 469 | 534 | 489 |
| Recettes d'investissement (6) | 70 | 70 | 71 | 90 |
| Dépenses d'investissement (7) | 0 | 60 | 78 | 87 |
| <i>dont CP</i> | 0 | | 77 | 67 |
| Solde des résultats antérieurs d'investissement (8) | 139 | 209 | 219 | 212 |
| Besoin de financement (9) = 6-7+8 | 209 | 219 | 212 | 215 |
| Résultat brut (10) = 3+4+9 | 587 | 688 | 746 | 704 |
| Résultat disponible (13) =10 | 587 | 688 | 746 | 704 |
| Encours de dette au 31 décembre | 0 | 0 | 0 | 0 |

Ce budget a été créé pour retracer les opérations liées aux courts de tennis de Longchamp et aux parkings dont la Ville est propriétaire et qui sont mis en location.

En section de fonctionnement, les produits de location de parkings s'élèvent à 147 K€ et les dépenses se portent à 192 K€ avec 70 K€ pour les amortissements, 120 K€ pour le contrat de gestion du parc de stationnement du complexe sportif Le Gallo, et 2 K€ pour les charges de copropriété.

En section d'investissement, les recettes d'un montant de 90 K€ représentent la contrepartie de la dotation aux amortissements (70 K€) et le transfert de frais d'études (20 K€). Les dépenses se sont élevées à 87 K€ en 2018 dont le transfert de frais d'études (20 K€). Les dépenses recouvrent la réhabilitation de l'éclairage des parkings sis 11 rue de Clamart (41 K€), les frais d'étude de faisabilité pour la réhabilitation du site du TCBB Longchamp (17 K€) et l'étude du géomètre pour la division en volume du complexe sportif Le Gallo (9 K€).

Compte tenu des résultats de l'exercice (- 45 K€ en fonctionnement et 3 K€ en investissement) et des résultats antérieurs (534 K€ en fonctionnement et 212 K€ en investissement), ce budget présente un **excédent global de clôture de 704 K€**.

C- PUBLICATIONS (M14, HT)

| RESULTATS PUBLICATIONS en K€ | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <u>mouvements réels+ordre en euros</u> | | | | |
| Recettes de fonctionnement | 627 | 596 | 721 | 631 |
| Restes à réaliser en fonctionnement | | | | |
| Total recettes de fonctionnement (1) | 627 | 596 | 721 | 631 |
| Dépenses de fonctionnement | 606 | 616 | 719 | 615 |
| Restes à réaliser en fonctionnement | | | | |
| Total dépenses fonctionnement (2) | 606 | 616 | 719 | 615 |
| Résultat de l'exercice (3) = 1-2 | 21 | -20 | 2 | 16 |
| Résultat antérieur reporté de fonctionnement hors RAR (4) | 4 | 25 | 5 | 7 |
| Résultat cumulé de fonctionnement (5) = 3+4 | 25 | 5 | 7 | 23 |
| Encours de dette au 31 décembre | - | - | - | - |

Ce budget a été créé pour retracer les opérations liées à la conception, la publication et la distribution du journal municipal Boulogne-Billancourt Information, du guide des associations, du guide pratique et du magazine culturel. Il ne comprend que des écritures en section de fonctionnement. Ses recettes proviennent, en plus d'une subvention d'équilibre du budget principal, des recettes tirées des encarts publicitaires insérés dans chaque édition.

Les dépenses de l'exercice sont constituées de l'ensemble des prestations nécessaires à l'élaboration de ces magazines et guides ainsi qu'à leur diffusion (impression, distribution, affranchissement, etc.). En 2018, elles s'élèvent à 615 K€ contre 719 K€ en 2017. L'augmentation en 2017 était principalement liée à une annulation pour créance éteinte de 67,3 K€.

Les recettes pour 2018, d'un total de 631 K€ sont essentiellement constituées d'une subvention du budget principal (400 K€), de recettes publicitaires (229 K€ après 309 K€ en 2017) et des recettes exceptionnelles s'élevant à 1 K€.

Le résultat cumulé à la clôture de l'exercice 2018 est **un excédent de 23 K€**.

III - LES ANNEXES

Annexe n°1- - Les AP-CP consolidés en 2018

| Catégories d'AP | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| SERVICES GENERAUX | 4 702 751 | 3 435 430 | 4 078 493 | 3 524 887 | 4 282 797 | 4 401 216 | 2 805 541 | 2 612 258 | 2 840 236 | 3 180 313 | 8 647 786 |
| SECURITE | 389 187 | 820 438 | 475 233 | 570 056 | 1 368 470 | 619 731 | 351 446 | 210 547 | 908 795 | 391 428 | 372 827 |
| ENSEIGNEMENT | 13 153 890 | 15 229 969 | 2 108 329 | 1 492 332 | 2 649 897 | 8 907 793 | 2 981 539 | 2 744 156 | 4 902 730 | 14 388 383 | 7 031 835 |
| CULTURE | 11 363 919 | 4 671 346 | 3 354 870 | 1 953 377 | 2 333 086 | 1 835 747 | 1 627 475 | 1 617 916 | 1 606 515 | 2 165 230 | 1 351 390 |
| SPORTS (*) | 631 923 | 3 408 778 | 1 259 185 | 709 029 | 1 181 472 | 2 483 061 | 6 656 944 | 5 943 711 | 16 011 069 | 16 381 091 | 3 532 308 |
| JEUNESSE | 184 364 | 103 208 | 75 666 | 171 055 | 138 948 | 285 308 | 363 780 | 219 275 | 174 013 | 137 866 | 130 590 |
| INTERVENTIONS SOCIALES | 932 194 | 395 176 | 61 059 | 204 356 | 648 162 | 99 925 | 51 835 | 39 481 | 586 099 | 201 643 | 360 011 |
| FAMILLE | 2 502 865 | 2 676 163 | 2 648 519 | 826 183 | 1 903 436 | 3 574 089 | 3 300 844 | 5 146 209 | 1 267 764 | 1 530 108 | 1 287 202 |
| LOGEMENT | 1 172 191 | 1 151 207 | 451 542 | 92 654 | 59 124 | 227 219 | 291 456 | 76 512 | 26 887 | 120 212 | 773 309 |
| URBANISME | 302 339 | 241 837 | 362 906 | 796 224 | 2 031 675 | 4 059 519 | 5 232 151 | 132 169 | 106 528 | 38 774 | 176 967 |
| OPERAT° D'AMENAGEMENT | 1 792 797 | 1 339 143 | 558 921 | 433 999 | 1 071 665 | 516 572 | 2 994 808 | 82 281 | 3 312 957 | 5 460 670 | 39 200 |
| POLITIQUE DE LA VILLE | 49 485 | 57 657 | 80 417 | 128 216 | 66 847 | 12 392 | 9 665 | 4 131 | 540 | 5 321 | 364 |
| PROPRETE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 280 908 | 79 599 | 0 | 0 | | |
| VOIRIE/ESPACES VERTS | 30 244 | 287 354 | 11 800 | 0 | 122 886 | 90 938 | 116 655 | 35 067 | 122 649 | 203 569 | 231 077 |
| ENVIRONNEMENT | 9 211 | 7 953 | 46 514 | 0 | 4 246 | 0 | 1 500 | 0 | 0 | 484 | |
| ACTIONS ECONOMIQUES | 199 646 | 143 476 | 59 269 | 283 956 | 152 366 | 35 899 | 77 917 | 93 220 | 131 237 | 82 988 | 197 009 |
| TOTAL DEPENSES EQUIPT | 37 417 005 | 33 969 135 | 15 632 723 | 11 186 325 | 18 015 075 | 27 430 316 | 26 945 167 | 18 956 933 | 31 998 020 | 44 288 079 | 24 131 876 |

Les acquisitions foncières demeurent au sein du Budget principal.

| En K€ | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|-----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Budget principal | 37 417 | 33 969 | 15 633 | 11 186 | 18 015 | 27 430 | 26 945 | 18 957 | 31 998 | 44 288 | 24 132 |
| Budgets annexes | 11 768 | 11 494 | 17 630 | 17 308 | 21 449 | 29 240 | 45 061 | 27 222 | 10 906 | 34 428 | 317 |
| Publications | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | | 0 | 0 |
| Billancourt Ile Seguin | 11 490 | 11 274 | 17 556 | 16 421 | 15 086 | 23 346 | 43 420 | 26 674 | 10 671 | 26 816 | 0 |
| Piscine Patinoire | 49 | 161 | 61 | 882 | 6 278 | 5 795 | 350 | 136 | 175 | 249 | 301 |
| Théâtre de l'Ouest parisien | 107 | 59 | 13 | 5 | 84 | 98 | 1 292 | 412 | 0 | 0 | 0 |
| Locations immobilières | 122 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 60 | 77 | 17 |

| | | | | | | | | | | | |
|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Total consolidé | 49 185 | 45 464 | 33 262 | 28 495 | 39 464 | 56 670 | 72 007 | 46 179 | 42 904 | 78 716 | 24 449 |
|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|

Annexe n°2 - État des AP-CP

| | Durée de l'AP | Autorisations de programme | | | | | | Crédits de paiement | |
|---|---------------|---|---|---|-------------------|---|--|---------------------|---------------------|
| | | Pour mémoire AP votée y compris ajustements (1) | CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2018) (2) | AP ouvertes pour exercices 2018 et suivants (3) = (1) - (2) | CP 2018 après DM | Réalisations 2018 + reports 2017 sur 2018 (4) | Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4) | CP 2019 (6) | CP 2020 et svts (8) |
| Gestion de la relation citoyenne (GRC) | 2011-2016 | 671 760 | 534 780 | 136 980 | 86 980 | 57 521 | 79 459 | 50 000 | 0 |
| Maison Waleska | 2015-2016 | 920 999 | 162 587 | 758 412 | 0 | 0 | 758 412 | 758 412 | 0 |
| RH - Medecine du travail | 2015-2020 | 100 000 | 57 499 | 42 501 | 42 501 | 35 338 | 7 163 | 0 | 0 |
| Réhabilitation Hotel de Ville | 2 018 | 550 000 | 0 | 550 000 | 50 000 | 0 | 550 000 | 500 000 | 0 |
| Association Diocésaine de Nanterre - Paroisse Sainte Thérèse | 2 018 | 20 000 | 0 | 20 000 | 0 | 19 685 | 315 | 0 | 0 |
| Association Les amis de Notre-Dame | 2 018 | 50 000 | 0 | 50 000 | 136 631 | 50 000 | 0 | 0 | 0 |
| GPSO - subvention d'investissement | 2 018 | 8 744 378 | 0 | 8 744 378 | 4 744 378 | 4 744 369 | 4 000 009 | 4 000 000 | 0 |
| Subvention d'équipement - à affecter** | 2017-2018 | 86 631 | 0 | 86 631 | 0 | 0 | 86 631 | 0 | 0 |
| Opérations récurrentes - Services généraux | 2008-2020 | 43 267 764 | 31 632 462 | 11 635 302 | 5 799 911 | 3 708 037 | 7 927 266 | 5 835 391 | 5 219 425 |
| Services généraux - Chapitre 900 | | 54 411 532 | 32 387 328 | 22 024 205 | 10 860 401 | 8 614 950 | 13 409 255 | 11 143 803 | 5 219 425 |
| <i>AP Cloturées sur l'exercice 2018</i> | | 201 930 | | | | | | | |
| Accessibilité Ad'Ap - services généraux | 2015-2020 | 5 666 871 | 93 637 | 5 573 234 | 124 217 | 32 836 | 5 540 398 | 344 060 | 3 846 069 |
| Accessibilité Ad'Ap - éducation | 2015-2020 | 1 120 153 | 125 702 | 994 452 | 494 452 | 52 371 | 942 080 | 208 370 | 2 349 017 |
| Accessibilité Ad'Ap - culture | 2015-2020 | 146 929 | 0 | 146 929 | 46 929 | 12 979 | 133 950 | 26 680 | 0 |
| Accessibilité Ad'Ap - sports et jeunesse | 2015-2020 | 180 109 | 20 291 | 159 818 | 59 818 | 35 446 | 124 372 | 206 620 | 0 |
| Accessibilité Ad'Ap - actions sociales | 2015-2020 | 102 963 | 1 793 | 101 170 | 1 170 | 1 169 | 100 001 | 22 110 | 0 |
| Accessibilité Ad'Ap - petite enfance et séniors | 2015-2020 | 170 523 | 14 591 | 155 932 | 105 932 | 14 688 | 141 244 | 127 335 | 0 |
| Accessibilité Ad'Ap - actions économiques | 2015-2020 | 172 452 | 1 797 | 170 655 | 70 655 | 609 | 170 046 | 21 830 | 0 |
| Adap - divers fonctions | | 7 560 000 | 257 811 | 7 302 190 | 903 173 | 150 099 | 7 152 091 | 957 005 | 6 195 086 |
| <i>AP Cloturées sur l'exercice 2018</i> | | 0 | | | | | | | |
| Vidéoprotection | 2010-2017 | 2 266 674 | 2 149 974 | 116 700 | 113 000 | 73 649 | 43 051 | 89 700 | 27 000 |
| Participation pompiers | 2008-2020 | 2 944 416 | 2 644 416 | 300 000 | 300 000 | 260 630 | 39 370 | 300 000 | 0 |
| Opérations récurrentes - Sécurité | 2008-2020 | 706 432 | 558 386 | 148 047 | 100 873 | 38 548 | 109 499 | 59 750 | 59 750 |
| Sécurité - Chapitre 901 | | 5 917 522 | 5 352 775 | 564 747 | 513 873 | 372 827 | 191 920 | 449 450 | 86 750 |
| <i>AP Cloturées sur l'exercice 2018</i> | | 0 | | | | | | | |
| Ecole Maître Jacques | 2003-2020 | 30 083 518 | 29 695 353 | 388 165 | 78 549 | 2 544 | 385 621 | 108 862 | 279 303 |
| Groupe scolaire Billancourt / adaptation temporaire 147 rue du vieux Pont de Sèvres | 2007-2020 | 21 236 422 | 19 129 172 | 2 107 250 | 2 107 250 | 1 054 720 | 1 052 530 | 175 000 | 0 |
| Pierre Grenier-centre d'hébergement | 2015-2020 | 852 000 | 96 969 | 755 031 | 30 000 | 0 | 755 031 | 250 000 | 505 031 |
| Ecole du numérique | 2017-2020 | 1 345 000 | 0 | 1 345 000 | 1 212 000 | 884 206 | 460 794 | 120 000 | 340 794 |
| Jardin de Solférino | 2 019 | 17 000 | 0 | 17 000 | 0 | 0 | 17 000 | 17 000 | 0 |
| Subvention d'équipement - à affecter** | 2017-2018 | 1 500 | 0 | 1 500 | 0 | 0 | 1 500 | 0 | 0 |
| Opérations récurrentes - Enseignement | 2008-2020 | 36 394 633 | 24 493 132 | 11 901 501 | 5 950 750 | 5 037 994 | 6 863 507 | 5 950 750 | 5 732 000 |
| Enseignement - Chapitre 902 | | 89 930 074 | 73 414 627 | 16 515 447 | 9 378 549 | 6 979 463 | 9 535 984 | 6 621 612 | 6 857 128 |
| <i>AP Cloturées sur l'exercice 2018</i> | | 0 | | | | | | | |

| | Durée de l'AP | Autorisations de programme | | | | | Crédits de paiement | | |
|---|---------------|---|---|---|------------------|---|--|------------------|---------------------|
| | | Pour mémoire AP votée y compris ajustements (1) | CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2018) (2) | AP ouvertes pour exercices 2018 et suivants (3) = (1) - (2) | CP 2018 après DM | Réalisations 2018 + reports 2017 sur 2018 (4) | Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4) | CP 2019 (6) | CP 2020 et svts (8) |
| Atelier J. Bernard ** | 2011-2020 | 1 400 000 | 0 | 1 400 000 | 0 | 0 | 1 400 000 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - l'Oiseau Lyre | 2013-2020 | 17 250 | 14 750 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - à affecter** | | 11 250 | 0 | 11 250 | 0 | 0 | 11 250 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - Dia Danse | 2 019 | 5 000 | 0 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 0 | 2 500 | 0 |
| Subvention d'équipement - Forum Universitaire de l'Ouest Parisien | 2 018 | 5 000 | 0 | 5 000 | 5 000 | 5 000 | 0 | 3 000 | 0 |
| Subvention d'équipement - Boulogne Harmonie | 2017-2018 | 2 000 | 0 | 2 000 | 2 000 | 2 000 | 0 | 0 | 0 |
| Opérations récurrentes - Culture | 2008-2020 | 17 558 820 | 13 683 713 | 3 875 108 | 1 953 118 | 1 323 911 | 2 551 196 | 1 921 990 | 1 649 883 |
| Culture - Chapitre 903 | | 18 999 320 | 13 698 463 | 5 300 858 | 1 967 618 | 1 338 411 | 3 962 446 | 1 927 490 | 1 649 883 |
| <i>AP Cloturées sur l'exercice 2018</i> | | <i>0</i> | | | | | | | |
| Plan Sport | 2006-2020 | 48 484 393 | 43 077 166 | 5 407 227 | 2 745 808 | 1 890 263 | 3 516 964 | 50 000 | 0 |
| Subventions d'équipement - ACBB | 2013-2020 | 900 000 | 750 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 0 | 250 000 | 0 |
| Subvention d'équipement Voiles de Seine | 2015-2020 | 45 000 | 38 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 | 0 | 20 000 | 0 |
| Subvention d'équipement course au large 92 | 2015-2016 | 400 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - à affecter** | 2013-2020 | 275 000 | 0 | 275 000 | 0 | 0 | 275 000 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - karaté club de boulogne ** | 2017-2018 | 2 800 | 0 | 2 800 | 2 800 | 2 800 | 0 | 0 | 0 |
| Opérations récurrentes - Sports | 2008-2020 | 11 261 591 | 7 213 730 | 4 047 861 | 2 011 443 | 1 246 799 | 2 801 062 | 1 481 000 | 1 581 000 |
| Sports - Chapitre 904 | | 61 368 784 | 51 278 896 | 10 089 888 | 5 117 051 | 3 496 862 | 6 593 026 | 1 801 000 | 1 581 000 |
| <i>AP Cloturées sur l'exercice 2018</i> | | <i>0</i> | | | | | | | |
| Subventions d'équipement - Centre nautique des Scouts Marins de Boulogne | 2008-2020 | 48 520 | 44 520 | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions d'équipement - Eclaireuses éclaireurs unioniste de France (EEUDF) | 2008-2020 | 13 140 | 11 700 | 1 440 | 2 668 | 2 668 | -1 228 | 0 | 0 |
| Subventions d'équipement - Scouts unitaires de France | 2011-2020 | 14 295 | 11 795 | 2 500 | 9 909 | 9 909 | -7 409 | 0 | 0 |
| Subventions d'équipement - Eclaireuses éclaireurs de France (EEDF) ** | | 1 000 | 0 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions d'équipement - Scouts et guide de France ** | | 2 850 | 0 | 2 850 | 2 850 | 2 850 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - à affecter** | 2013-2020 | 9 750 | 0 | 9 750 | 0 | 0 | 9 750 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - les enfants de la comédie | 2017-2018 | 1 000 | 0 | 1 000 | 1 000 | 1 000 | 0 | 0 | 0 |
| Opérations récurrentes - Jeunesse | 2008-2020 | 2 077 332 | 1 759 767 | 317 565 | 158 782 | 109 163 | 208 402 | 131 144 | 131 144 |
| Jeunesse - Chapitre 904 | | 2 167 887 | 1 827 782 | 340 105 | 180 209 | 130 590 | 209 515 | 131 144 | 131 144 |
| <i>AP Cloturées sur l'exercice 2018</i> | | <i>0</i> | | | | | | | |
| Subvention d'équipement - FAM ** | 2012-2020 | 500 000 | 500 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Foyer hébergement "L'Olivier" | 2013-2017 | 4 700 000 | 341 008 | 4 358 992 | 4 151 475 | 275 121 | 4 083 871 | 3 680 000 | 403 871 |
| Subvention d'équipement - à affecter** | 2013-2020 | 3 000 | 0 | 3 000 | 0 | 0 | 3 000 | 0 | 0 |
| Opérations récurrentes - Actions sociales | 2008-2020 | 1 266 169 | 1 050 738 | 215 431 | 108 090 | 83 721 | 131 710 | 94 000 | 94 000 |
| Actions sociales - Chapitre 905 | | 6 469 169 | 1 891 746 | 4 577 423 | 4 259 565 | 358 842 | 4 218 581 | 3 774 000 | 497 871 |
| <i>AP Cloturées sur l'exercice 2018</i> | | <i>0</i> | | | | | | | |

| | Durée de l'AP | Autorisations de programme | | | | | | Crédits de paiement | |
|---|---------------|---|---|---|-------------------|---|--|---------------------|---------------------|
| | | Pour mémoire AP votée y compris ajustements (1) | CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2018) (2) | AP ouvertes pour exercices 2018 et suivants (3) = (1) - (2) | CP 2018 après DM | Réalisations 2018 + reports 2017 sur 2018 (4) | Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4) | CP 2019 (6) | CP 2020 et svts (8) |
| Crèche Rue de la ferme | 2005-2020 | 5 290 299 | 5 240 299 | 50 000 | 50 000 | | 50 000 | 90 000 | 0 |
| Crèche Galliéni Bellevue | 2012-2020 | 5 700 000 | 189 554 | 5 510 446 | 430 000 | 387 758 | 5 122 688 | 3 789 800 | 1 332 888 |
| HG Parchamp / Bibliothèque ** | 2005-2020 | 674 908 | 673 577 | 1 331 | 1 331 | 1 186 | 145 | 0 | 0 |
| Réhabilitation crèche Niox Château ** | 2012-2016 | 9 052 710 | 9 048 710 | 4 000 | 4 000 | 3 238 | 762 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - Le cheval à bascule ** | 2018 | 20 000 | 0 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - Boules et billes ** | 2018 | 19 000 | 0 | 19 000 | 19 000 | 19 000 | 0 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - à affecter** | 2017-2018 | -12 580 | 0 | -12 580 | 0 | 0 | -12 580 | 0 | 0 |
| Opérations récurrentes - Famille | 2008-2020 | 10 094 875 | 7 078 978 | 3 015 897 | 1 508 449 | 841 332 | 2 174 565 | 1 042 432 | 1 042 432 |
| Famille - Chapitre 906 | | 30 839 212 | 22 231 118 | 8 608 094 | 2 032 780 | 1 272 515 | 7 335 580 | 4 922 232 | 2 375 320 |
| AP Cloturées sur l'exercice 2018 | | 0 | | | | | | | |
| Surcharges - 81 Bellevue | 2018-2020 | 127 500 | 0 | 127 500 | 63 750 | 63 750 | 63 750 | 63 750 | 0 |
| subv equip 111bis/113 rue galliéni | 2018-2020 | 71 500 | 0 | 71 500 | 35 750 | 35 750 | 35 750 | 35 750 | 0 |
| surcharges foncières yd1 ** | 2018-2020 | 137 500 | 0 | 137 500 | 137 500 | 137 500 | 0 | 0 | 0 |
| Surcharges foncières - Yb ** | 2018-2020 | 490 000 | 0 | 490 000 | 490 000 | 490 000 | 0 | 0 | 0 |
| surcharges foncières 201 rue galliéni | 2018-2020 | 66 000 | 0 | 66 000 | 33 000 | 0 | 66 000 | 33 000 | 33 000 |
| surcharges foncières 186/188 rue galliéni | 2018-2020 | 186 000 | 93 000 | 93 000 | 93 000 | 0 | 93 000 | 93 000 | 0 |
| Opérations récurrentes - Logement | 2008-2020 | 808 552 | 626 004 | 182 549 | 182 549 | 46 309 | 136 240 | 84 500 | 84 500 |
| Logement - Chapitre 907 | | 1 887 052 | 719 004 | 1 168 049 | 1 035 549 | 773 309 | 394 740 | 310 000 | 117 500 |
| AP Cloturées sur l'exercice 2018 | | 0 | | | | | | | |
| Fonds de concours GPSO - désamiantage parking Bellefeuille | 2015-2020 | 1 000 000 | 0 | 1 000 000 | 200 000 | 0 | 1 000 000 | 0 | 800 000 |
| Fonds de concours GPSO - opérations de voirie ** | 2015-2020 | 156 250 | 0 | 156 250 | 156 250 | 156 250 | 0 | 0 | 0 |
| Plan Local d'Urbanisme | 2008-2020 | 1 287 170 | 1 264 847 | 22 323 | 22 323 | 20 717 | 1 606 | 10 000 | 0 |
| Etudes d'urbanisme | 2008-2020 | 1 223 310 | 1 022 084 | 201 226 | 122 890 | 0 | 201 226 | 60 000 | 48 336 |
| Urbanisme - Chapitre 908 | | 3 666 730 | 2 286 931 | 1 379 799 | 501 463 | 176 967 | 1 202 832 | 70 000 | 848 336 |
| AP Cloturées sur l'exercice 2018 | | 0 | | | | | | | |
| Thiers Vaillant ** | 2005-2020 | 4 832 813 | 4 049 496 | 783 317 | 0 | 0 | 783 317 | 0 | 0 |
| Acquisition immobilière (réserve foncière) | 2008-2020 | 21 916 272 | 12 411 272 | 9 505 000 | 5 505 000 | 39 200 | 9 465 800 | 2 895 500 | 2 000 000 |
| Opérations d'aménagement - Chapitre 908 | | 26 749 084 | 16 460 768 | 10 288 317 | 5 505 000 | 39 200 | 10 249 117 | 2 895 500 | 2 000 000 |
| AP Cloturées sur l'exercice 2018 | | 0 | | | | | | | |
| Services urbains et environnement - Chapitre 908 | | 2 052 855 | 1 206 492 | 846 363 | 467 952 | 231 441 | 614 922 | 581 736 | 381 736 |
| Subvention d'équipement - à affecter** | | 16 020 | 0 | 16 020 | 0 | 0 | 16 020 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - Association Nationale des Femmes Africaines (A.N.F.A) | 2019-2021 | 1 440 | 0 | 1 440 | 0 | 0 | 1 440 | 0 | 0 |
| Subvention d'équipement - l'Oiseau Lyre | 2019-2021 | 5 000 | 0 | 5 000 | 0 | 0 | 5 000 | 0 | 0 |
| Dont Politique de la ville | 2008-2020 | 426 797 | 414 670 | 12 127 | 6 064 | 364 | 11 764 | 1 064 | 1 064 |
| Dont Voirie/espaces verts | 2008-2020 | 1 523 621 | 771 162 | 752 459 | 431 243 | 231 077 | 521 382 | 552 000 | 352 000 |
| Dont Environnement | 2008-2020 | 79 977 | 20 660 | 59 317 | 30 645 | 0 | 59 317 | 28 672 | 28 672 |
| AP Cloturées sur l'exercice 2018 | | 0 | | | | | | | |
| Opérations récurrentes - Actions économiques | 2008-2020 | 1 553 514 | 1 085 388 | 468 126 | 234 063 | 196 400 | 271 726 | 583 600 | 183 600 |
| Actions économiques - Chapitre 909 | | 1 553 514 | 1 085 388 | 468 126 | 234 063 | 196 400 | 271 726 | 583 600 | 183 600 |
| AP Cloturées sur l'exercice 2018 | | 0 | | | | | | | |
| AP/CP du Budget principal | | 313 572 737 | 224 099 128 | 89 473 609 | 42 957 247 | 24 131 876 | 65 341 734 | 36 168 571 | 28 124 779 |
| Total y compris AP cloturées sur l'exercice | | 313 774 667 | | | | | | | |

| | Durée de l'AP | Autorisations de programme | | | | | Crédits de paiement | | |
|--|---------------|---|---|---|------------------|---|--|------------------|---------------------|
| | | Pour mémoire AP votée y compris ajustements (1) | CP antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/2018) (2) | AP ouvertes pour exercices 2018 et suivants (3) = (1) - (2) | CP 2018 après DM | Réalisations 2018 + reports 2017 sur 2018 (4) | Reliquat d'AP (reste à financer) (3)-(4) | CP 2019 (6) | CP 2020 et svts (8) |
| AP "Piscine-Patinoire" | | 2 323 708 | 423 708 | 1 900 000 | 950 000 | 300 913 | 1 599 087 | 677 034 | 677 034 |
| dont "Immobilisations incorporelles" | | 330 497 | 30 497 | 300 000 | 150 000 | 46 675 | 253 325 | 50 000 | 50 000 |
| dont "Immobilisations corporelles" | | 56 645 | 341 | 56 304 | 28 152 | 4 555 | 51 749 | 258 152 | 258 152 |
| dont "Autres immobilisations en cours" | | 1 936 566 | 392 870 | 1 543 696 | 771 848 | 249 682 | 1 294 014 | 368 882 | 368 882 |
| AP "Locations immobilières" | | 1 448 320 | 136 273 | 1 312 047 | 869 538 | 16 500 | 1 295 547 | 980 230 | 1 100 003 |
| dont "Club house du tennis de Longchamp" | | 1 200 000 | 136 273 | 1 063 727 | 747 878 | 16 500 | 1 047 227 | 463 727 | 583 500,16 |
| dont "Autres travaux" | | 248 320 | 0 | 248 320 | 121 660 | 0 | 248 320 | 516 503 | 516 502,85 |
| Budgets annexes | | 3 772 028 | 559 980 | 3 212 047 | 1 819 538 | 317 413 | 2 894 635 | 1 657 264 | 1 777 037 |

**Annexe n°3 – Les écritures comptables croisées
Ville/GPSO et MGP**

| Section de fonctionnement | | | |
|---|---------------------------|--|---------------------------|
| Recettes CA Ville de Boulogne-Billancourt (dépendances GPSO) | | Dépenses CA Ville de Boulogne-Billancourt (recettes GPSO) | |
| Libellé | Montants en K€ | Libellé | Montants en K€ |
| Refacturation mise à disposition du personnel | 1 214 | Refacturation mise à disposition du personnel (Voirie et Espaces Verts) | 379 |
| Refacturation locaux et diverses charges | 548 | Refacturation de frais divers | 93 |
| sous-total refacturations | 1 762 | sous-total refacturations | 472 |
| | | FCCT | 52 749 |
| sous-total reversements de fiscalité | 0 | sous-total reversements de fiscalité | 52 749 |
| TOTAL | 1 762 | TOTAL | 53 221 |

| Recettes CA Ville de Boulogne-Billancourt (dépendances MGP) | | Dépenses CA Ville de Boulogne-Billancourt (recettes MGP) | |
|--|---------------------------|---|---------------------------|
| Libellé | Montants en K€ | Libellé | Montants en K€ |
| Attribution de compensation | 54 607 | | |
| Compensation parts salaires | 23 427 | | |
| TOTAL recettes de fonctionnement | 78 034 | TOTAL dépenses de fonctionnement | - |

| Recettes CA Ville de Boulogne-Billancourt (Versement DGFIP) | | Dépenses CA Ville de Boulogne-Billancourt (recettes MGP) | |
|--|---------------------------|---|---------------------------|
| Libellé | Montants en K€ | Libellé | Montants en K€ |
| Fiscalité directe (part GPSO) | 25 849 | | |
| TOTAL recettes de fonctionnement | 105 645 | TOTAL dépenses de fonctionnement | 53 221 |

| | | | |
|------------------------------|--|--|---------------|
| Solde net GPSO et MGP | | | 52 424 |
|------------------------------|--|--|---------------|

Flux créés par la Loi NOTRé

Annexe n°4 - Capacité d'autofinancement consolidée (hors travaux en régie et cessions)

| CAF consolidée en K€ | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Budget principal (hors travaux régie, cessions) | 16 742 | 21 829 | 23 268 | 22 782 | 26 315 | 18 409 | 18 965 | 20 811 | 22 912 | 15 166 | 26 309 |
| Travaux en régie | 3 749 | 3 548 | 3 064 | 2 797 | 2 788 | 2 886 | 2 466 | 1 203 | 2 369 | 2 998 | 2 998 |
| Budget principal (avec travaux régie) | 20 491 | 25 377 | 26 332 | 25 579 | 29 103 | 21 295 | 21 431 | 22 014 | 25 281 | 18 164 | 29 307 |
| Budgets annexes | 601 | 519 | 2 527 | 6 205 | 1 726 | 398 | 879 | 752 | 191 | 427 | 1 846 |
| Publications | 105 | -88 | 105 | -111 | -6 | 1 | -8 | 25 | -20 | 2 | 16 |
| Locations immobilières | 410 | 377 | 297 | 214 | 200 | 196 | 177 | 184 | 160 | 134 | 24 |
| Piscine Patinoire | 21 | 158 | 2 130 | 6 092 | 1 529 | 176 | 699 | 497 | 51 | 291 | 1 806 |
| Théâtre de l'Ouest parisien | 65 | 72 | -5 | 10 | 3 | 25 | 11 | 46 | 0 | 0 | 0 |
| CAF consolidée | 21 092 | 25 896 | 28 859 | 31 784 | 30 829 | 21 693 | 22 310 | 22 766 | 25 472 | 18 591 | 31 152 |
| CAF consolidée avec travaux en régie (contentieux Landowski, Piscine Patinoire...) | 21 092 | 25 896 | 28 859 | 31 784 | 32 226 | 21 693 | 22 310 | 22 766 | 25 472 | 18 591 | 31 152 |

Annexe n°5 – Soldes intermédiaires de gestion du budget principal

| <i>en millions €</i> | CA 2009 | CA 2010 | CA 2011 | CA 2012 | CA2013 | CA2014 | CA 2015 | CA 2016 | CA 2017 | CA 2018 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|
| Produits de gestion courante | 174,5 | 171,2 | 178,3 | 180,2 | 178,6 | 179,4 | 181,4 | 225,9 | 219,7 | 221,5 |
| <i>dont travaux en régie</i> | 3,5 | 3,1 | 2,8 | 2,8 | 2,9 | 2,5 | 1,2 | 2,4 | 3,0 | 3,0 |
| Charges de gestion courante | 133,8 | 128,1 | 132,3 | 135,7 | 138,4 | 142,6 | 141,1 | 186,8 | 187,6 | 186,4 |
| Excédent de gestion | 40,7 | 43,1 | 46,0 | 44,5 | 40,2 | 36,8 | 40,3 | 39,1 | 32,1 | 35,1 |
| Excédent de gestion hors travaux en régie | 37,1 | 40,0 | 43,2 | 41,7 | 37,3 | 34,3 | 39,1 | 36,7 | 29,1 | 32,1 |
| Résultat financier (recettes - dépenses) | -4,7 | -4,5 | -4,2 | -3,5 | -3,3 | -3,1 | -2,9 | -2,6 | -2,3 | -3,5 |
| - subventions versées aux budgets annexes | 7,4 | 11,0 | 15,9 | 11,3 | 13,1 | 10,3 | 14,4 | 10,2 | 11,0 | 1,5 |
| +/- Autres produits et charges exceptionnels | -3,2 | -1,3 | -0,3 | -0,6 | -2,5 | -2,0 | -1,0 | -1,1 | -0,6 | -0,8 |
| Caf Brute | 25,4 | 26,3 | 25,6 | 29,1 | 21,3 | 21,4 | 22,0 | 25,3 | 18,2 | 29,3 |
| Caf Brute hors travaux en régie | 21,8 | 23,3 | 22,8 | 26,3 | 18,4 | 19,0 | 20,8 | 22,9 | 15,2 | 26,3 |
| Remboursement du capital de la dette | 14,8 | 12,0 | 13,9 | 15,6 | 11,1 | 5,7 | 6,3 | 6,4 | 6,4 | 34,6 |
| Caf nette | 10,6 | 14,3 | 11,7 | 13,5 | 10,2 | 15,7 | 15,7 | 18,9 | 11,8 | -5,3 |
| Caf nette hors remboursements anticipés | 10,6 | 14,3 | 11,7 | 13,5 | 10,2 | 15,7 | 15,7 | 18,9 | 11,8 | 22,3 |
| Participations reçues et autres | 14,0 | 8,8 | 5,3 | 5,6 | 5,6 | 7,2 | 5,0 | 11,5 | 10,7 | 28,9 |
| Cessions | 4,7 | 1,9 | 1,1 | 29,7 | 0,5 | 2,6 | 3,4 | 3,5 | 9,5 | 4,0 |
| Dépenses d'investissement | 34,2 | 15,8 | 12,5 | 18,7 | 34,1 | 34,1 | 19,3 | 32,6 | 44,6 | 24,7 |
| Travaux en régie | 3,5 | 3,1 | 2,8 | 2,8 | 2,9 | 2,5 | 1,2 | 2,4 | 3,0 | 3,0 |
| Solde avant emprunt et résultat antérieur | -8,5 | 6,3 | 2,8 | 27,3 | -20,7 | -11,0 | 3,6 | -1,0 | -15,7 | -0,1 |
| Emprunts nouveaux | 8,6 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 12,5 | 5,0 |
| Fonds de roulement au 1er janvier | 3,1 | 3,2 | 9,5 | 12,4 | 39,7 | 19,0 | 8,0 | 11,6 | 10,6 | 7,3 |
| Reprise de l'ex Billancourt Seguin | | | | | | | | | | 14,2 |
| Fonds de roulement au 31 décembre | 3,2 | 9,5 | 12,4 | 39,7 | 19,0 | 8,0 | 11,6 | 10,6 | 7,3 | 26,5 |